

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM 30 SEPT. DIM 1<sup>er</sup>. LUN 2 OCT. 1978 - N° 759

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

Après Camp David,  
le point sur la situation  
au Proche Orient

## ENTRETIEN AVEC IBRAHIM SOUSS

Représentant  
de l'Organisation  
de Libération de  
la Palestine  
en France

Lire en page 8

### Le Quotidien du Peuple en danger !

Il y a trois ans, le 29 septembre 1975, paraissait le premier numéro du *Quotidien du Peuple*. Le chemin déjà parcouru, les perspectives qui s'ouvrent, tout nous conduit à poursuivre l'œuvre engagée, à la développer. Aujourd'hui, pourtant, notre journal est menacé ; dans sa qualité, et peut-être demain, dans son existence. C'est vers nos camarades, vers nos lecteurs, que nous nous tournons : pour que le *Quotidien du Peuple* vive, pour qu'il s'améliore, nous comptons sur vous !

Mériter notre titre, c'est en définitive la plus haute de nos ambitions. Nous pensons, de plusieurs manières, avoir commencé à y parvenir au cours de ces trois années. Ce qui a fait de notre journal un journal du peuple, c'est d'abord la manière dont il a rendu compte du combat des travailleurs, indissolublement liée aux rapports que nous entretenons avec eux. Le camp de classe dans lequel nous nous situons, les ouvriers de Renault Cléon, ceux de Boussac, les travailleurs d'Air France, de Réhault, les camarades de l'IMRO et de la SPLI, nous l'ont dit avec chaleur : c'est le leur, c'est celui du prolétariat. C'est la première originalité du *Quotidien du Peuple*, et celle à laquelle nous tenons le plus.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 1977, le *Quotidien* est devenu l'organe central de notre parti. Parce qu'avec l'expérience, nous sommes devenus capables d'apporter, sur la situation politique nationale et internationale, des explications plus approfondies, des éléments plus fournis. Ainsi, notre journal a pu jouer son rôle dans la bataille des élections législatives de mars 78, dans la campagne nécessaire pour dévoiler la nature et les projets criminels des deux super-puissances. Les enquêtes publiées dans nos pages internationales, la polémique développée dans nos pages politiques, ont contribué à armer nos lecteurs, militants, travailleurs dans la bataille de classe qu'ils mènent.

En même temps, nous avons pris le parti, depuis le début de notre parution, de rendre compte, sur le terrain des aspects les plus divers de la société capitaliste, de ses méfaits, et de sa crise. C'est le *Quotidien du Peuple* qui, le premier et le seul, a publié le témoignage troublant des marins de l'*Amoco Cadiz* sur les conditions suspectes de l'échouage de leur navire. Attentats racistes, accidents du travail, danger du plan nucléaire du gouvernement... les révélations ont été nombreuses dans nos colonnes.

Tels sont à notre sens, et selon le sentiment général que reflètent les commentaires de nos lecteurs qui nous sont parvenus, les acquis de trois années de *Quotidien du Peuple*. Beaucoup reste à accomplir nous en sommes convaincus. Dans le traitement de l'actualité, encore insuffisant. Dans la part plus grande à consacrer au direct, au reportage, dans l'approfondissement de l'analyse politique. Et particulièrement, aujourd'hui dans deux directions : une présentation meilleure, plus structurée, rendant la lecture plus aérée ; et l'ouverture du débat sur les multiples questions où des points de vues divers existent au sein du peuple.

Mais, pour ce troisième anniversaire, nos projets, nos acquis eux-mêmes sont menacés. Nous devons faire face, pour divers aspects de notre publication et de notre diffusion, aux difficultés que nous suscite la bourgeoisie. Or, depuis un an, celles-ci se sont considérablement aggravées. *Suite page 9*

- Les prix ont doublé en 8 ans
- Le nombre des chômeurs a doublé en 5 ans

Comme chez Azur, comme au Puy

## A L'OFFENSIVE CONTRE LE CHOMAGE !



Le chômage, au centre des préoccupations des travailleurs de ce pays. Face à l'inertie des directions syndicales, les ouvrières d'Azur à Vincennes, les syndicalistes du Puy, et bien d'autres, passent à l'offensive pour marquer des points contre la politique d'austérité, populariser, unir et élargir les luttes.

(Lire nos reportages  
en pages 6 et 12)

PAPE PENDANT 33 JOURS

Jean Paul 1<sup>er</sup> est mort

(Lire en page 3)



# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la discussion. Le

camarade Jacques Wandler, membre du Comité central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclaircir le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## OUI ! LA REVOLUTION EST L'AFFAIRE DE NOTRE GENERATION !

«La révolution est l'affaire de notre génération !». Cette appréciation qui figure dans le projet de programme, dans le chapitre «La crise politique de l'impérialisme français» était déjà inscrite dans le programme adopté au II<sup>e</sup> Congrès de notre parti.

Faut-il la maintenir ? Une telle appréciation est-elle juste ? Ma cellule a été conduite à rediscuter de cette question.

Quand on dit : «La révolution est l'affaire de notre génération», une première question se pose : «Quelle génération ? Dans le parti, nous n'avons pas tous le même âge. Les travailleurs auxquels nous nous adressons non plus. Dans notre société, on peut en trouver trois ou quatre au moins : moins de 25 ans, 25 à 50 ans, 50 à 75, au delà de 75. Un camarade de 50 ans peut-il partager les mêmes espoirs que ses enfants ? A première vue, non. Et pourtant...

Quand le Parti dit «notre» génération, il parle par rapport à une moyenne d'âge d'environ 30 ou 40 ans (ou moins, à plus forte raison). C'est-à-dire qu'il évalue les échéances révolutionnaires dans notre pays à 15 ans, 20 ans, 25 ans... C'est cela qu'il nous faut apprécier.

Sans verser dans une arithmétique simpliste, il nous faut tout de même avoir en tête la notion de temps à l'échelle de l'Histoire. 20 ans, c'est le tiers du temps qui s'est écoulé depuis la fin de la première guerre mondiale, depuis la Révolution d'Octobre. 20 ans, c'est ce qui a séparé la fin de cette guerre et le début de la deuxième guerre mondiale. 20 ans, c'est les deux tiers du temps qui sépare la création du Parti communiste chinois et la déclaration de la République populaire de Chine. Mais que faut-il en penser pour notre pays, dans les conditions concrètes où nous luttons, conditions internationales et conditions propres à notre pays ?

Les années 60 ont vu un essor important des luttes de libération nationale, en Indochine et en Afrique.

Depuis dix ans, le monde a

connu des transformations dont il faut souligner brièvement l'importance : tandis que l'impérialisme américain subissait des défaites cuisantes dans certaines parties du monde, l'avènement de l'URSS au rang de nouvelle puissance impérialiste, avec l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, s'est confirmée par la suite par son intervention directe ou indirecte dans plusieurs régions du monde.

C'est dans les années 70 que l'Europe est devenue l'enjeu stratégique des deux superpuissances.

Alors qu'il s'est progressivement développé depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, que de nombreux pays qui le composent ont accédé à l'indépendance, c'est dans les dix dernières années que le Tiers-Monde s'est constitué en un mouvement politique. Il joue manifestement un rôle mondial au moment même où les deux superpuissances se livrent à une rivalité pour l'hégémonie.

Les risques d'une nouvelle guerre mondiale doivent être sérieusement pris en compte par les peuples du monde. Et dans ces dix dernières années, ces risques n'ont cessé de croître.

20 ans ont séparé les deux premières guerres mondiales. Plus de 30 ans nous séparent de la deuxième. Il n'y a heureusement aucune fatalité... Mais que la révolution conjure la guerre ou que la guerre provoque la révolution, les luttes des peuples décideront du sort de l'humanité.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que la guerre et la révolution sont liées dans une unité de contraires. Avec la Première Guerre mondiale, apparaissait le premier pays socialiste, celui de la Révolution d'Octobre. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la République populaire de Chine était proclamée. Plusieurs pays d'Europe de l'Est constituaient aussi le camp socialiste (leur dégénérescence ultérieure est une autre question). Ne serait-il pas toutefois unilatéral de soumettre le développement de la révolution à l'éventualité d'une troisième guerre mondiale ? D'autant qu'aujourd'hui, la tendance des peuples à la révolution se développe aussi avec vigueur.

Comment estimer le développement de la révolution dans notre pays ?

Il est inutile ici de reproduire tous les éléments du projet de programme qui figurent dans la partie sur la crise politique de l'impérialisme français, et qui se conclue précisément par cette affirmation : «La révolution est l'affaire de notre génération.» Abordons seulement quelques points qui peuvent, avec l'éclairage de cette partie, conforter cette conclusion.

Il y a dix ans, Mai 68. La société a été profondément contestée. Dix ans après l'avènement de la V<sup>e</sup> République, le gaullisme dont on sait quel projet politique et idéologique cohérent il a pu représenter pour l'exercice du pouvoir de la bourgeoisie, subissait un assaut qui allait lui créer des difficultés importantes. Dans le même temps, de premières brèches entamaient l'influence du révisionnisme dans la classe ouvrière et dans certaines couches du peuple. Même si dans les années qui suivirent le révisionnisme parvient à réduire quelques-unes de ces brèches, une expérience avait été faite par la classe ouvrière.

Dans les dix années qui nous séparent de Mai 68, et plus particulièrement dans les toutes dernières années, un certain nombre de mouvements de masse et de luttes sont apparus sur des aspects spécifiques de l'oppression capitaliste. Ce sont tous ceux qui concernent le cadre de vie (pollution, logements, dangers du nucléaire, aménagement du territoire...). C'est l'aspiration à vivre et travailler au pays. Ce sont les mouvements de femmes. C'est la révolte de la jeunesse. Ce sont les mouvements de soldats.

Dans ces mouvements spécifiques et ces luttes, la classe ouvrière ne constitue pas généralement la force principale. Mais loin d'y être indifférente, elle y participe de plus en plus et ses propres luttes reflètent dans bien des cas ces aspirations à une autre société. Par ailleurs, ces mouvements sont conduits à s'affronter au révisionnisme et à

s'en démarquer plus ou moins ouvertement.

Du côté des partis bourgeois de droite, les divisions qui sont apparues en 1974 avec les élections présidentielles se sont largement aggravées depuis, au point de leur inspirer un moment quelques craintes avant les élections de mars 78. Et, depuis, les disputes ne cessent pas, et ne cesseront pas.

Quant à l'union de la gauche, il n'aura fallu que cinq ans pour qu'elle mette d'elle-même son programme à la poubelle. Ainsi s'ouvre, de plus, une crise dans ces partis eux-mêmes. Le plus petit des trois étant déjà voué à l'émiettement... Mais plus significative est la crise qui s'est déclenchée en quelques semaines au sein du PCF. Nous parlions déjà depuis plusieurs années de contradictions au sein du PCF, de l'usure qu'il provoque de façon chronique chez ses propres militants. Mais la rapidité, l'ampleur et la profondeur de cette crise, sans nous surprendre, ont dépassé ce que nous pouvions estimer encore quelques mois avant les élections.

Sous cet aspect-là aussi, la crise politique connaît une accélération certaine.

Il nous reste un dernier point à examiner, par rapport aux échéances révolutionnaires : pour faire la révolution, il faut un parti révolutionnaire.

Si l'on examine l'influence que représente encore aujourd'hui notre Parti, il reste apparemment beaucoup de chemin à faire pour qu'il puisse jouer son rôle de façon décisive. D'autant que, depuis les premiers regroupements de forces marxistes-léninistes il y a une quinzaine d'années, le chemin paraît non seulement long mais plutôt tortueux.

C'est vrai, mais si le chemin a été difficile, c'est que nous avions affaire là à une tâche difficile : celle d'édifier pour la première fois dans notre pays un parti d'un type nouveau. Des premières ruptures avec le révisionnisme à l'édification d'un parti comme nous la concevons

aujourd'hui, la voie n'était pas toute tracée d'avance. L'expérience du mouvement communiste international pour utile qu'elle soit ne pouvait remplacer la nôtre. Les différentes luttes qu'il a fallu mener pour construire et édifier un parti marxiste-léniniste nous ont beaucoup appris. Il fallait de fait en passer par là. S'il avait existé une route plus rapide et plus simple, pourquoi aurions-nous refusé de la prendre ?

Il y a deux ans, le Congrès de notre Parti marquait la victoire du mouvement de rectification qu'il avait dû engager contre les influences révisionnistes dans ses rangs. Dans le cours même de ce mouvement, nous avons étudié les questions du centralisme démocratique et de la ligne de masse. Dans ces deux dernières années, par la pratique de l'édification du Parti, nous avons un peu progressé dans ce domaine. Le parti dispose dorénavant d'acquis importants pour son édification.

Pour cet ensemble de raisons, nous devons affirmer (et il n'y a là aucune autosuggestion illusoire) que la révolution est l'affaire de notre génération. Et parce que c'est une réalité qui s'affirme de plus en plus nettement, l'espoir a pu renaître chez les générations de vieux camarades. Ceux dont les sacrifices et les espoirs qui ont été les leurs avec la Résistance, ceux que le révisionnisme a tragiquement brisés dans leur élan révolutionnaire qui les animait alors, ceux de nos camarades qui ont aujourd'hui la soixantaine peuvent espérer aujourd'hui. Même si les meurtrissures que leur a fait le capitalisme ne leur laissent pas forcément 15, 20, 25 ans à vivre et à lutter, ils savent aujourd'hui que leur combat n'est pas uniquement animé par cet espoir fondamental, qui est celui des communistes, que l'humanité se libérera nécessairement un jour.

Notre combat d'aujourd'hui sert très directement à rassembler toutes les forces pour construire le socialisme dans notre pays.

F.V. Drancy

## Conférence de presse de Marchais

## L'EMBARRAS DU PCF

La conférence de presse de Marchais, qui faisait suite aux travaux du Comité central, n'aura pas permis au secrétaire général du PCF d'être très convaincant. Il est vrai que son discours de clôture, aussi bien que le rapport Fiterman de la veille, laissait nombre de questions dans l'ombre.

Derrière la décontraction de façade, il y a l'embarras. Répondant par exemple à une question sur sa santé, et celle du PCF, Marchais devait faire réponse « moi, très bien, le parti bien ». Et pour rattraper cette appréciation relative : « Je ne reçois ni cartes, ni lettres exprimant la volonté de quitter le parti. Notre politique ne peut que renforcer ceux qui sont dans la maison à y rester », et encore « le recrutement va bien, il est surtout marqué

par la jeunesse des adhésions ». Qu'il y ait des adhésions nouvelles nul ne le contestera, dans ce parti dont la caractéristique est d'être un parti passoire. Quant aux départs, si Marchais ne reçoit rien, on sait que les responsables locaux, dans de nombreux endroits, reçoivent des lettres de démission, ou plus simplement constatent les départs. Dire qu'il n'y a pas de démissions relève du mensonge.

Sans nier les échecs du PCF lors des dernières partielles (le pourrait-il), Marchais considère malgré tout que si de nouvelles élections générales avaient lieu, son parti retrouverait son score de mars. On est donc loin de la barre des 25 % souhaitée en janvier dernier.

Au milieu d'un fatras d'attaques contre le virage

à droite du PS (avec au passage un hommage inattendu, mais révélateur de Chevènement, l'animateur du Cérés), on remarquera malgré tout une certaine désescalade dans la critique de Mitterrand et des siens. Par exemple, à la question de savoir s'il n'y a pas une contradiction entre le fait de critiquer le PS et d'appeler malgré tout à voter pour lui au second tour, Marchais s'en tire par une pirouette en affirmant que les désistements du PCF ne se font jamais sans explications. Quelles explications : on ne le saura pas. Autre indice d'une évolution prudente, mais réelle : le PCF s'apprête à sortir une affiche nouvelle. Celle-ci s'interroge : « Qui porte la responsabilité de la cassure de l'union de la gauche ? » Et la réponse vient sous

forme d'une photo représentant... Giscard et Fabre. Le PS est donc « oublié ». Cette évolution ne modifie en rien la position du PCF, bien entendu. On a même entendu Marchais affirmer solennellement que son parti « vivait toujours le même projet de société ». Le seul changement, il est tactique, et il consacre l'échec d'une politique qui n'a servi qu'à donner des voix au PS, et à renforcer l'attraction de la droite envers certains de ses membres.

Enfin, il nous faut relever un fait : le Comité central est censé avoir discuté de ce léger virage tactique. Hors, l'affiche en question a été conçue bien avant. Voilà qui en dit long sur le rôle de ce CC, et plus généralement sur la démocratie au sein du PCF.

## POLEMIQUE AU SEIN DU PS AUTOUR D'UNE « PHRASE MALHEUREUSE »

La polémique se poursuit au PS. Après la « petite phrase » de Rocard sur « un certain archaïsme politique » et la réponse d'Estier, Rocard revient à la charge dans le dernier numéro de L'Unité et Mitterrand y va de son petit mot. Une polémique qui va probablement durer un certain temps, l'enjeu n'étant pas moins que la désignation du candidat socialiste aux présidentielles.

L'affaire a commencé par la prestation de Rocard au Club de la presse. Commentant un sondage qui faisait état de la baisse de popularité de Mitterrand, Rocard avait estimé qu'il fallait en conclure qu'« un certain style politique ou qu'un certain archaïsme politique est condamné, qu'il faut probablement parler plus vrai, plus près des faits ». Mitterrand répliquait alors par Estier interposé : « La phrase en question (...) est malheureuse dans la mesure où elle ne peut être interprétée autrement que comme une critique, pour ne pas dire plus, de l'action et du comportement du Premier secrétaire du Parti, représentant celui-ci tout entier. » Quant au nouveau langage que prétend introduire Rocard, Estier insinue : « Nous savons aussi par expérience que derrière l'idée d'un changement de langage se dissimule souvent celle d'un changement de ligne. »

La réponse de Rocard dans L'Unité, sous le titre : « Oui, j'ai dit archaïsme »

esquive la question des attaques contre Mitterrand. Il déclare « laisser à Claude Estier la lourde responsabilité d'avoir mêlé le nom de notre premier secrétaire à un débat qui ne saurait concerner isolément des individus. » Visiblement, Rocard se sent gêné aux entournures : l'heure n'est pas encore venue pour lui d'attaquer trop franchement Mitterrand ; mais il aura du mal à faire croire qu'Estier, fidèle entre tous de Mitterrand, ne parle qu'en son nom propre, sans avoir l'aval du premier secrétaire.

Sur le fond du débat, ce qu'il faut mieux prendre en compte dans le PS, selon Rocard, ce sont pêle-mêle les aspirations régionales, le développement de la vie associative, « la liberté d'esprit et l'imagination des jeunes (qui) ne demandent qu'à s'investir dans des réalisations nouvelles d'où sortiront emplois, services, nouvelles formes d'entreprises. »

Un ensemble assez fumeux, et une insistance sur le nouveau langage à employer qui consisterait en fait à dire plus haut ce que le PS pense tout bas, la nécessité de l'austérité, « dire la vérité aux Français sur la rigueur économique qu'exigerait toute politique de transformation en profondeur de notre société. »

Ce qui implique pour Rocard « la fermeté à l'égard du Parti communiste et l'approfondissement de l'identité socialiste ». Et de rappeler qu'un langage non rénové peut cacher une politique de droite :

« Avez-vous oublié l'époque où les slogans de congrès : rupture, classe ouvrière, révolution, avaient pour écho dans la société civile : Algérie, torture, troisième force, 13 mai ? » Qui croira que Mitterrand et la vieille garde ne sont pas visés par ces propos ?

Mitterrand, jeudi matin, donnait une réponse mesurée sur France-Inter : « En 1933, une importante personnalité socialiste a dit de Léon Blum qu'elle le trouvait « archéologique ». Trois ans plus tard, c'était le Front

populaire. Je ne veux pas comparer les situations historiques, mais je constate qu'on est toujours l'archéologue de quelqu'un... ». Qui, surtout lui. Pour la perspective des présidentielles, il a cru bon de repousser le problème : « Je ne crois pas qu'il soit bon de développer des compétitions personnelles par rapport à une élection qui doit se dérouler dans trois ans. » C'est pourtant une échéance qui va envenimer longtemps encore les contradictions internes au PS.

François NOLET

Election partielle de Paris : 2<sup>e</sup> tour

Dimanche aura lieu le second tour de l'élection partielle de la 16<sup>e</sup> circonscription de Paris, entre le député RPR invalidé, Christian de la Malène, premier adjoint au maire de Paris, et la candidate socialiste Edwige Avice, qui part favorite. Il sera intéressant de constater, d'observer l'attitude des abstentionnistes du premier tour (46,22 % des inscrits), et de voir si la poussée socialiste se confirme.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants sur 20 434 suffrages exprimés : De la Malène : 39,20 % ; Edwige Avice, PS : 33,01 % ; Rolande Perlican, PCF : 19,33 % ; PSU : 0,74 % ; LCR : 0,52 % ; Div gauche : 0,74 % ; RUC, droite : 0,33 % ; Exclu MRG : 0,32 % ; Ecologiste : 3 % ; Extrême droite : 0,20 % ; 1,09 % et 0,67 % ; Mouna, fantaisie : 0,73 %.

## Elections municipales à Joinville-le-Pont

Le 15 octobre, auront lieu des élections municipales à Joinville-le-Pont (Val de Marne), la municipalité en place (Union de la gauche à majorité PCF) ayant été invalidée au début de l'été.

Jean Paul 1<sup>er</sup> est mort

## L'église devant des problèmes insolubles

33 jours après son élection, le nouveau Pape Jean-Paul 1<sup>er</sup> est mort dans la nuit de jeudi à vendredi. Le Vatican a annoncé la nouvelle à 5 h 40. Selon les premières informations, il semble que Jean-Paul 1<sup>er</sup> soit mort d'une crise cardiaque vers 23 h. Son secrétaire particulier s'est aperçu de sa mort quand il ne l'a pas vu dans sa chapelle, à 5 h 30 du matin.

Le « règne » de Jean-Paul 1<sup>er</sup> aura donc été un des plus courts de l'histoire du Vatican. Albino Luciani avait en effet été élu Pape le 28 août dernier.

Son élection, acquise très rapidement, avait été une surprise générale, puisque son nom n'avait été évoqué par personne avant ce 28 août. Plusieurs explications pouvaient être fournies : les cardinaux, ne pouvant pas s'entendre sur des orientations politiques, avaient choisi un pape

« de transition », entretenant des relations moyennes avec chacun des clans de l'Eglise catholique. Autre explication ; Luciani était très lié au cardinal Benelli ; celui-ci, ne pouvant être élu, aurait orienté le vote du conclave vers un homme jugé proche de lui.

En tous cas, tous les problèmes posés au lendemain de la mort de Paul VI se retrouvent posés un mois plus tard. D'ici quelques jours ou quelques semaines, les cardinaux vont se réunir à nouveau en conclave. A nouveau les difficiles problèmes d'équilibre entre la « droite » et la « gauche » de l'Eglise vont se poser, à nouveau va se poser le problème de savoir si le pape sera italien ou non, etc...

De tous les points de vue, la mort de Jean-Paul 1<sup>er</sup> est ressentie comme un drame par la haute hiérarchie épiscopale.

## La situation 15 jours après la rentrée

Une semaine et demi après la rentrée, les manifestations de mécontentement et les luttes, loin de se calmer, se développent. Le rectorat de Rennes a été un moment occupé par des maîtres auxiliaires qui refusent de s'inscrire sur les listes des chômeurs alors que des centaines d'heures sont à pourvoir. Des écoles sont occupées, à Montbéliard, dans le Val d'Oise, par des enseignants et des parents d'élèves. Des lycées, notamment dans la région parisienne et plus particulièrement dans la Seine Saint Denis, connaissent la même situation. Mercredi des enseignants du SGEN manifestaient à une centaine devant les locaux de France Soir. Jeudi les instituteurs du Val d'Oise désertaient leurs cours, tandis que le rectorat de Créteil faisait l'objet d'une marche convergente de plusieurs centaines d'enseignants et d'élèves du second cycle, ou les mots d'ordre « Beullac réac, ta réforme est dans le lac » et « Auxiliaires pas un seul licenciement » étaient scandés. Des CES commencent à être touchés à leur tour, par des luttes qui tranchent des traditionnelles journées d'action. Les vacataires et auxiliaires de l'enseignement supérieur manifesteront vendredi, en même temps que les profs de « gym ». La manifestation des lycéens est reportée au samedi. Alors que le mouvement à tendance à se raffermir les directions syndicales proposent des mots d'ordre de grève le 9 et 13 octobre. Mais André Henry, responsable de la FEN, n'avait-il pas conforté Beullac, en déclarant que la rentrée se passait sans problèmes ?

Voir nos articles p. 5

Debré et les démons de la IV<sup>e</sup> République

Michel Debré a déclaré récemment : « Je suis profondément persuadé que la France doit connaître un régime assez parlementaire et que l'évolution vers le présidentielisme — c'est-à-dire vers un gouvernement par trop effacé derrière le président de la République — n'est pas une solution durable. »

Des propos qui n'étaient guère de mise de sa part à l'époque gaullienne.

## Repas d'anniversaire

A l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de la constitution de la V<sup>e</sup> République, Giscard a reçu jeudi midi à l'Elysée les pères fondateurs de la constitution. Parmi eux, Houphouët-Boigny, Senghor, Debré, Pflimlin, Jacquinet et Pinay.

Après l'échec  
des discussions  
CGT - CFDT  
sur le chômage

## LA PAILLE ET LA POUTRE

Une fois de plus, *L'Humanité* publie un article de la *Vie Ouvrière* qui doit paraître la semaine prochaine. Il s'agit de questions posées par René Buhl, secrétaire de la CGT, sur les causes qui auraient poussé la direction de la CFDT à repousser les propositions de la CGT sur la question du chômage. Questions que la direction de la CGT ne pouvait pas ne pas poser publiquement, après les déclarations d'Edmond Maire, parues dans le dernier numéro de *Syndicalisme Hebdo*. René Buhl, justifie longuement ses propositions d'initiatives nationales, qualifiées par Maire de «grandes messes nationales, exutoire d'un manque de combativité à la base». Il nie le caractère «plaqué» de telles journées, en mettant en avant le nombre de

luttres menées sur le terrain par des sections CGT, et met en cause la ligne Moreau dans la CFDT, rappelant le refus de la direction CFDT de condamner la politique globale du gouvernement et du CNPF. Ces explications ne sont certes pas sans fondement. Cela dit, si chacune des deux directions syndicales est en général assez clairvoyante sur les intentions de l'autre, si donc elle voit bien, comme on dit, la paille dans l'œil du voisin, elle ne voit guère la poutre qui est dans le sien ! Et s'il est vrai que c'est bien la direction CFDT qui a refusé cette initiative, pour des raisons de chapelle, c'est aussi des raisons de chapelle qui ont poussé la direction CGT à la proposer...

Nous y reviendrons.

### Entrepôts du Printemps à Saint Denis : un employé refuse sa «démission»

Après 27 jours d'arrêt de travail, un employé des entrepôts du Printemps à Saint Denis, qui avait, avec d'autres, subi des sévices à la gendarmerie de Saint Denis, sous prétexte de vols dans l'entreprise, s'est présenté jeudi à son travail. Quelques instants après son arrivée, la direction faisait savoir qu'elle refusait de le réintégrer à son poste, puisqu'il était démissionnaire, selon elle. Le problème, c'est que cette fameuse lettre de démission, envoyée le 31 août, alors même que Mohamed B. était précisément entre les mains de la police, a été, selon l'employé, écrite sous la pression. La direction ne conteste d'ailleurs même pas qu'elle lui ait été transmise par la gendarmerie, mais refuse de prendre en considération une deuxième lettre de Mohamed B. écrite dès qu'il est sorti de la police, et dans laquelle il reprenait sa démission. L'employé ainsi «démissionné» a décidé de se présenter chaque jour à son travail.

La police continue son «enquête». D'autres employés, dont un délégué CGT, auraient avoué d'autres «vols», à la suite d'intimidations.

### Coordination des élèves infirmiers D.E.

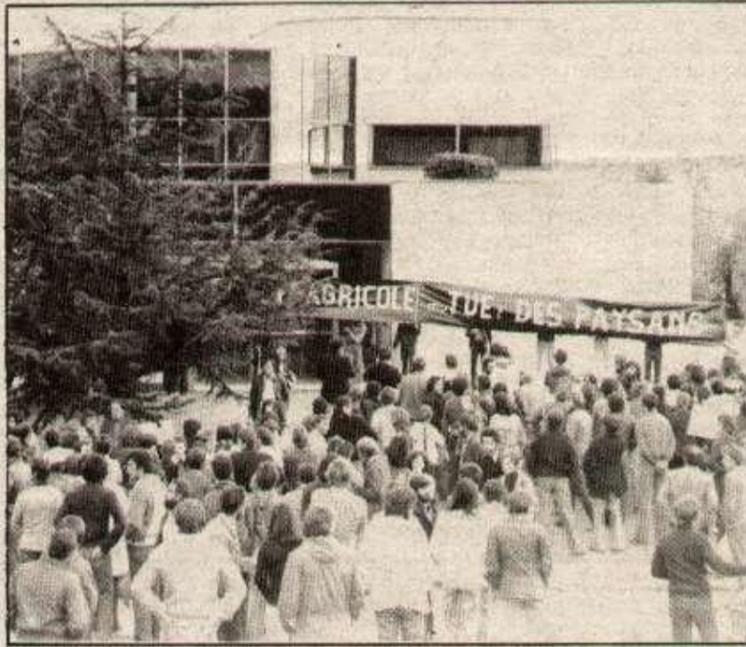
La coordination Rhône Alpes organise la session nationale et invite toutes les écoles à y participer et ce dès la Toussaint.

L'ordre du jour de cette réunion a trois axes :

- définir le fonctionnement de la coordination nationale
  - élaborer un statut commun.
  - définir des actions au niveau national.
- Secrétariat de Coordination Régionale des Elèves Infirmiers D.E. de Bretagne  
21, rue des Croissants PLOGEARS  
29 210 Morlaix.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 324 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# NANTES : MANIFESTATION DE SOUTIEN A JEAN CADIOT



Jeudi, «Paysan Travailleur» de Loire Atlantique et de la Région Ouest appelait à une manifestation devant la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Nantes, pour faire pression sur les décisions qu'elle devait prendre au même moment. La manifestation a rassemblé plusieurs centaines de paysans. Mais le CA a refusé toute concession à la délégation paysanne.

Lundi 25 septembre, un huissier envoyé par le CA était venu constater l'occupation soit disant illégale du parking du Crédit Agricole de Saint Mars la Jaille, par la caravane de Jean Cadiot, qui poursuit sa grève de la faim. Suite à cette intervention, le groupe est venu s'installer à la Chambre d'Agriculture à Nantes, où siège entre autres la FDSEA, qui jusqu'à maintenant n'a pris aucune position sur l'affaire Cadiot.

La caisse du CA a reçu un courrier signé par des éleveurs de génisses syndicalistes de la Fédération et de Paysans Travailleur, qui ont fait une étude sur le financement des ateliers de génisses. Ils déclarent qu'il n'y a aucune raison économique qui justifie le refus du CA sur le cas Cadiot, et que la CANA (coopérative d'Anceis) elle-même, s'est engagée à cautionner les prêts contractés.

Pour ce qui est du soutien à la lutte de Jean Cadiot, Paysan Travailleur appelle à deux formes de soutien, qui demandent à être suivies massivement pour être efficaces. Ils demandent à tous les travailleurs non paysans qui ont un compte au Crédit Agricole de le retirer. D'autre part, de faire pression sur le CA par l'envoi de télégrammes de protestation, et de soutien à Jean Cadiot (Caisse Régionale du Crédit Agricole de Loire Atlantique, La Garde, route de Paris, 30 X44 018 Nantes Cédex).

## PRIX : ILS ONT PLUS QUE DOUBLE EN 8 ANS

Attention à l'indice de septembre

Des chiffres bruts : l'INSEE communique que l'indice des prix de détail est passé de 201,9 à 202,5 soit une augmentation de 0,6 % au cours du mois d'août. En clair, et selon l'indice officiel, les prix ont augmenté de 0,6 %. La base 100 ayant été fixée en 1970, cela signifie aussi en clair que les prix de détail ont plus que doublé en 8 ans. Voilà les chiffres bruts. Quant aux commentaires gouvernementaux sur le résultat d'août, ils ne sont que mensonges, et falsifications.

On nous dit que l'indice

d'août est un bon indice. C'est vrai, si on considère les résultats précédents : + 0,5 % en janvier ; + 0,7 % en février ; + 0,9 % en mars ; + 1,1 % en avril ; + 1, % en mai ; + 0,8 % en juin ; + 1,2 % en juillet. C'est faux si l'on s'en réfère à l'indice du mois d'août 1977, qui était inférieur. C'est faux, si on s'en réfère aux conditions dans lesquelles est calculé le résultat d'août : les inspecteurs de l'INSEE ont une liste donnée de magasins, dans lesquels ils relèvent les prix chaque mois.

En août, ils se présentent dans les mêmes magasins, pour constater bien souvent que ceux-ci sont fermés. Dès lors, l'indice d'août n'est calculé que sur quelques données très partielles, et le résultat statistique qui en résulte ne peut être que mathématiquement faux.

Il y a plus grave cependant. La hausse des six premiers mois de l'année provient entre autre de la politique de vérités des prix pratiqués par les services publics.

Le 1<sup>er</sup> août, les prix industriels ont été libérés,

ainsi que ceux d'un certain nombre de secteurs de l'alimentation.

Les effets de cette libération se feront sentir dès le mois de septembre, dont l'indice de septembre avait été le double de celui d'août. On peut sans risque affirmer que l'INSEE annoncera le mois prochain un chiffre plus proche des 1,5 % que de 1 %.

La hausse des prix sur l'année 1978 avoisinera donc les 11 %, soit près du double des pronostics de Barre.

## UDF-RPR : UN PACTE DIFFICILEMENT RECONDUIT

Tenues simultanément, les journées parlementaires des deux clans de la droite, UDF et RPR, ont surtout permis de constater combien les divergences subsistaient. En fait, c'est une espèce de dialogue — fait d'invectives — qui s'est établi entre Toulon, où se réunissaient les députés UDF, et Biarritz, où se retrouvaient leurs homologues du RPR.

«L'impression s'est installée que notre victoire n'était pas complète et que la défaite des autres n'était pas totale. On a vu des chefs de l'opposition parler à l'Elysée alors que notre action, et surtout l'extraordinaire performan-

ce de Jacques Chirac était minimisée et gommée. On ne joue pas au bridge avec des partenaires qui ne connaissent que le poker menteur». Ces propos sont ceux de Labbé, président du groupe RPR à l'assemblée, et ils illustrent bien l'état d'esprit qui est celui des chiraquiens aujourd'hui.

Jeudi, devant les caméras de TF 1, Chirac n'a pas non plus ménagé ses mots : il a reconnu qu'un certain nombre de ses députés, et a fortiori de ses électeurs, étaient prêts à passer avec armes et bagages dans l'opposition ouverte. Plus qu'un aveu,

il s'agit là d'une menace, la même menace qui plane sur Giscard depuis 2 ans maintenant : le RPR est capable de faire pencher la balance parlementaire du mauvais côté à tout moment. Quant au fond, la session qui s'ouvre lundi va donc voir UDF et RPR reprendre un petit jeu bien connu : celui des attaques multiples, celui des petites phrases qui font un grand bruit, celui des réunions houleuses et menaçantes, celui des votes à suspense qui se terminent à deux heures du matin. Il n'en reste pas moins que prisonniers de leurs contradictions, giscardiens et chiraquiens vont reconduire,

pour quelques mois encore, le pacte qui les unit.

### GREVE MARDI APRES L'ASSASSINAT D'UN FACTEUR

Après la mort du postier Georges Albert, agressé mardi dernier rue de Belleville à Paris, les syndicats de postiers ont décidé d'appeler à une journée de grève pour le jour de la levée du corps. Une manifestation silencieuse se déroulera devant le ministère des PTT.

## Survilliers (Val d'Oise)

## ÉCOLES PRIMAIRES OCCUPÉES ET LES DIRECTIONS AU PIQUET

● Jeudi, l'ensemble des instituteurs du Val d'Oise étaient en grève, à l'appel du SNI, pour protester contre les postes non pourvus, les classes surchargées, où les instituteurs doivent assurer des cours mixtes (de différents niveaux). Vendredi, ce sera autour des parents d'élèves de faire grève, en refusant d'envoyer leurs enfants dans ces classes où l'enseignement ne peut être assuré dans de bonnes

Survilliers, un petit village de 3 500 habitants, d'apparence tranquille, vit aux heures chaudes de la rentrée scolaire. Le Colombier, ou quartier calme, au sein duquel se trouve une élégante école; sur les vitres du hall d'entrée, un bandeau de papier annonce le nombre d'heures de retenue du directeur. Dans le grand hall, un groupe de parents d'élèves discutent autour d'une table, tout en écoutant la radio. Des instituteurs, en grève ce jour, sont là aussi, un peu plus loin jouent les gosses. Un instituteur montre le communiqué qu'ils viennent d'envoyer, alors qu'un Conseil départemental extraordinaire se réunit à l'Inspection d'Académie. «Cet après-midi, espérant que suite favorable sera donnée à leurs justes revendications dans l'intérêt de leurs enfants, les Parents d'élèves de Survilliers décident à 14 h 30 de ne plus retenir l'un des deux directeurs d'école. Ils poursuivent l'action». L'autre devra patienter. Les parents d'élèves ont pris cette initiative, après que leurs multiples démarches, lettres, coups de téléphone, télégramme, pétitions, soient rejetés comme lettre morte. «Après avoir fait tout ce qui était légal, les parents et les instituteurs, ce n'est pas le genre de chose que l'on fait comme ça. Ça n'est pas du folklore!» précise une mère de famille. L'occupation et la retenue des deux chefs d'établissement avait commencé le mardi à 13 h, pour montrer leur volonté d'obtenir les deux postes à pourvoir pour les deux écoles. «On ne réclame pas des places assises pour nos gosses, nous avons les locaux». Ce qu'ils refusent c'est que l'enseignement soit bradé



sous prétexte de crédits. A l'école du Colombier, un cours de CM 1 compte 56 élèves, les CP 30 élèves alors que la «norme» est de 25 élèves par cours. Sur le département 37 postes dans l'enseignement primaire sont à pourvoir et l'on parle déjà d'en supprimer 16 ! Les inspecteurs d'académie sont incapables de prendre des décisions, et eux mêmes de leur côté ont «alerté» Beullac de la gravité de la situation. Le recteur pour sa part déclare qu'il règlera «cas pour cas»; mais à Survilliers cette réponse ne saurait satisfaire, les écoles de Survilliers étant en fin de liste. Les parents s'étonnent qu'après 3 ans il y a des créations de postes, cette année celles-ci sont arrêtées d'un seul coup, la population scolaire continuant néanmoins d'augmenter.

Le directeur de l'école du Colombier, quant à lui, commence à montrer des signes d'impatience, bien

qu'il reconnaisse être bien traité et qu'il dispose dans son petit bureau de la télé, d'un poste de radio et d'une cassette. Sur le meuble des feuilles quadrillées, portent des listes d'élèves. Monsieur Urban profite «de ses heures de retenue» pour faire son travail administratif. Pour lui «la demande» des parents «correspond» à la sienne. «C'est chouette» appuie-t-il ? Sans pour autant être d'accord avec sa détention. Lui-même ne s'estime guère satisfait, devant assurer des cours de CM 2, tout en assurant les tâches administratives :

«Il faudrait améliorer les décharges de service. Actuellement il y a une suppléante une journée par semaine, pour que je puisse assurer les tâches administratives, mais pour les gosses ça les perturbe, et la suppléante ne peut faire un travail sérieux dans ces conditions.»

Pour faire preuve de leur bonne volonté, les parents d'élèves ont relâchés l'un des directeurs. Ils n'en sont pas moins décidés à continuer leur action pour obtenir satisfaction. Les gosses s'amuse à retient Urban...

## SNCF : pour les effectifs, la sécurité et l'emploi Les cheminots en grève du 1<sup>er</sup> au 4 octobre

Comme nous l'indiquions dans nos précédentes éditions, les cheminots à l'échelle nationale arrêteront le travail à partir de ce dimanche 1<sup>er</sup> octobre à 0 heures jusqu'au mercredi 4 octobre à 6 heures du matin.

FO très minoritaire chez les agents de conduite, s'est finalement joint aux fédérations CGT, CFDT et FGAAC (autonome), la réunion tri-partite prévue pour jeudi et ayant pour objet d'examiner soi-disant «l'amélioration des conditions de travail» ayant été annulée. Difficile dans ces conditions de se tenir en dehors du mouvement de grève.

Les objectifs du mouvement de quatre jours sont multiples :

— Contre la dégradation des conditions de travail (notamment à travers le problème des roulements).

— L'augmentation du pouvoir d'achat (l'accord salarial de 78 signé par la seule FO ne proposait que des miettes).

— Pour la création d'emplois et la réduction du temps de travail.

— Des compensations au travail de nuit et au travail posté.

Le mouvement de grève a enfin pour objectif la «revalorisation du métier de cheminot», terme devant être entendu principalement comme un meilleur paiement de la qualification.

Sans attendre le mouvement de grève national des fédérations syndicales,

## Noisy-le-Grand (Seine St Denis) : Grève des enseignants et des élèves

Les enseignants et élèves du CES Jacques Prévert, et du lycée Joliot Curie de Noisy-le-Grand, face à une rentrée désastreuse (manque de matériel, nombreuses heures de cours non pourvues, manque de personnel administratif, et classes surchargées). Et après plusieurs lettres et délégations auprès du rectorat, restées sans réponse, se sont mis en grève le jeudi 28 septembre. Face au silence systématique du recteur, ils sont vus obligés de faire une action plus spectaculaire : rouler de front très lentement sur l'autoroute, pour se rendre en délégation au rectorat, formant ainsi un bouchon de deux kilomètres. Arrêtés par la police, ils encourrent un retrait du permis et une amende. Ils déclarent que cette action est la conséquence de la politique de pénurie de monsieur Beullac, et ils appellent à la plus large solidarité pour la satisfaction de leurs revendications, et pour refuser toute sanction policière.

Correspondance

## Vitry : bureau du proviseur occupé, un poste recréé !

Une semaine après la rentrée scolaire, une enseignante non-titulaire de VSF (Vie sociale et familiale) du lycée technique Jean Macé de Vitry (94) apprend que son poste n'existe plus et qu'elle ne sera pas payée pour le service effectué depuis la rentrée.

Trop, c'est trop. Mardi dernier, 90 % des enseignants du lycée sont en grève avec le soutien du Comité de lutte et de la majorité des élèves.

A une délégation (profs, parents, élèves), l'inspecteur d'Académie répond qu'il donnera sa réponse le jeudi à 12 h.

Jeudi 12 h, pas de réponse.

L'AG des enseignants à laquelle participent de nombreux élèves décide de se rendre massivement dans le bureau du proviseur pour exiger la réintégration de Mme Escriva.

Devant la colère des enseignants et des élèves, le rectorat a cédé. Le poste est recréé à 16 h.

Une victoire, partielle certes, mais qui montre qu'il est possible de gagner.

Correspondance

## Attentat des Brigades Rouges à Turin

Les Brigades Rouges ont commis leur premier attentat depuis 3 mois, jeudi matin à Turin. La victime est un chef d'atelier des usines Lancia, les brigadistes avaient sans doute l'intention de lui tirer dans les jambes selon leur méthode habituelle, mais ce dernier est décédé des suites de ses blessures.

## LUTTES OUVRIÈRES

### Montbéliard : école occupée

Depuis la rentrée, les parents d'élèves et les instituteurs occupent leur école pour demander un 19<sup>e</sup> poste. Cette occupation et la grève des instituteurs marquent une volonté évidente de lutte contre les conditions déplorables de la rentrée scolaire. «Il n'y a pas d'argent pour payer un remplaçant, alors que l'État distribue des millions aux maîtres de forges pour licencier 16 000 sidérurgistes». Cette volonté de lutte à la base ne semble pas appuyée par les organisations syndicales et les partis de gauche et leurs élus, qui pensent plus à se faire de la publicité en envoyant des lettres de soutien qu'à organiser la popularisation et l'extension de la lutte, par exemple la grève des enseignants SGEN et SNES de l'académie pour ce vendredi n'a pas seulement été annoncée au cours d'une manifestation à la sous-préfecture ce mercredi.

Correspondance



Les madeleines sortent du four, un ouvrier les démoule sur la chaîne

A l'emballage, on discute, tout en travaillant

# Avec les ouvrières d'Azur en lutte



Jeudi, début d'après-midi. Une jeune ouvrière portugaise de chez Azur nous conduit, à travers le dédale de la «Cité Industrielle» de Vincennes, jusqu'aux ateliers du 3<sup>e</sup> étage. Elle marche à vive allure. Une collègue, plus ancienne, lui lance : «Qu'est-ce que tu as à marcher si vite ?». «— C'est vrai, il n'y a plus de pointage, ni de chef sur le dos, mais c'est plus fort que moi...».

Dès l'entrée de l'atelier, où les ouvrières ont remis en route les machines depuis ce lundi, une bonne odeur de pâtisserie chaude, avec une note de citron... Près de la porte, autour d'une chaîne qui apporte des madeleines bien dorées, soigneusement rangées dans des cartons par les ouvrières. «C'est la deuxième bassine de l'après-midi», nous dit Marie-Thérèse, une jeune déléguée CFDT, «dans un instant, on en fera une troisième».

En attendant, nous faisons le tour des chaînes. La pâte claire qui se versera dans les plaques creusées de «coquilles Saint Jacques», les plaques vides qui s'accumulent, puis repartent se remplir, traversent le four. Au bout du four, plusieurs ouvriers sortent les plaques brûlantes, puis déversent les madeleines sur la chaîne... Tout le monde discute, s'apostrophe, rit... Depuis que les licenciés d'Azur, en majorité des femmes portugaises, ont décidé de faire tourner l'usine, c'est la bonne humeur. Déjà les cartons se remplissent. Des femmes fabriquent des étiquettes d'un genre nouveau : Azur en lutte, qui sont collées sur les paquets.

Voilà qu'une nouvelle bassine est mise en route. Les œufs, la farine, la levure, de l'eau ça tourne à toute vitesse. En plusieurs étapes, les gars la remplissent à ras bord, et la «finissent» à la main... Des ouvriers des fours viennent plaisanter : «Alors, comme ça, on en fait trois aujourd'hui ; Comment ça se fait ?». C'est vrai que les jours précédents, ils n'en avaient fait que deux.

Mais les heures de travail ne dépassent pas 2 ou 3 par jour... En bas, à la «réception», c'est toujours aussi animé. «Il y a beaucoup de commandes». «Pour le moment, c'est des sections syndicales. Sur Vincennes, on est allé à Kodak, ils ont été en lutte eux aussi». Le large soutien qu'elles commencent à rencontrer parmi les travailleurs de la région les encourage, leur donne la certitude qu'elles peuvent gagner. «On n'a rien à perdre, maintenant qu'on est licenciées. Mais on a à gagner notre emploi, et même si c'est difficile, même s'il n'y a pas eu beaucoup de victoires dans les luttes contre le chômage, on est décidées à se battre, à faire connaître notre lutte, à forcer le patron à nous reprendre», nous dit Marie-Thérèse. Au milieu de ses camarades de travail, elle fait sauter dans ses bras un des enfants de grévistes...



La troisième bassine est en route, la pâte tourne à toute vitesse

Marie-Thérèse, la fille d'une gréviste dans les bras. Dans cette boîte où les femmes sont la majorité, les grévistes ont mis sur pied une petite crèche...

Reportage de Monique CHERAN

## Témoignage

## A propos de la lutte des foyers Sonacotra

# UN MILITANT DU PCF CRITIQUE L'ATTITUDE DE SON PARTI

« Depuis le début de la grève des loyers des résidents de foyers Sonacotra, le PCF n'a cessé par tous les moyens de faire obstacle à la prise en main par les résidents eux-mêmes de leur lutte. Depuis quelque temps, ses tentatives de manipulation du mouvement ayant échoué, il ne cesse de répéter que le comité de coordination, structure largement reconnue des résidents, est composé de « gauchistes irresponsables ». Cette position ne fait pas l'unanimité dans le parti de Marchais : nous publions ci-dessous le témoignage d'un ouvrier de 46 ans, militant du PCF, présent au rassemblement des foyers en lutte, à Thionville le 23 septembre, et qui a tenu à exprimer au *Quotidien du Peuple*, son désaccord avec les procédés de son parti.

« Je m'appelle Antoine, tu peux l'écrire dans le *Quotidien du Peuple*, Antoine de Thionville. Je trouve regrettable que notre BP n'ait pas voulu comprendre l'importance de cette lutte que les travailleurs immigrés ont entamée contre la Sonacotra.

Nous, communistes, nous sommes censés défendre le prolétariat, la classe ouvrière, la classe laborieuse. Aujourd'hui, nous sommes aussi des défen-

seurs des pauvres. Or, le capitalisme monopoliste d'Etat, raciste et Ponia le raciste en ont expulsé le maximum ; on leur a promis une malheureuse prime de 1 million. Pourtant, il y en a beaucoup qui ont perdu leur santé ici en France. C'est une honte ce million ! Une minorité est repartie avec. Ceux qui ont formé le comité de coordination ont refusé. Les foyers Sonacotra, je sais ce que c'est ; j'y ai été invité plusieurs fois. Ces

foyers, c'est une aberration du XX<sup>e</sup> siècle.

Les résidents ont dit : « Nous avons assez courbé l'échine, nous allons combattre ». Il fallait les soutenir. Je suis très étonné que notre BP n'ait pas voulu ouvrir les yeux là-dessus

## LE PS CONSTATE

Samedi matin, j'ai acheté *Le Républicain Lorrain*, j'y ai lu que de Beaumont, premier adjoint (PS) au Maire, et conseiller régional avait visité un foyer avec Malgras (PS) conseiller municipal et chef du service social. « Ils ont constaté... ». Mais, tout le monde a pu constater ! Jeudi, au tribunal de Thionville, (où étaient convoqués des résidents NDLR), je ne les ai pas vus, Malgras et de Beaumont. Samedi après midi, au meeting, ils ont aussi brillé par leur absence. Ce n'est pas par un article, qu'il faut soutenir les résidents, il fallait y aller. Comment se fait-il que de Beau-

mont et Malgras, conseillers municipaux socialistes qui connaissent l'attitude de la municipalité de Merlebach envers les locataires immigrés, comment se fait-il qu'ils ne sont pas intervenus ?

## « NOUS AU PC ON FAIT DES COMITÉS ANTI-EXPULSION »

Nous, au PC, on fait des comités anti-expulsions ; comment se fait-il que le PC n'ait envoyé personne au tribunal de Metz et à Thionville ? Pourtant, il n'y avait pas une expulsion, mais treize ! Personne du PC n'était là sauf moi. J'ai une feuille à la maison, ils l'ont adressé à tous les adhérents du parti. Dessus, il y a écrit : « Camarade, si tu a connaissance d'une expulsion, préviens-nous ». Ils ont bien été prévenus par le journal ; pourquoi ne sont-ils pas venus ? Je m'étonne que le PC n'ait pas créé de comités de soutien. Quand je leur ai posé la ques-

tion, ils ont dit : « On s'en occupe, on s'en occupe... ».

Les résidents qui ont attaqué le PC avec virulence, samedi, moi je les ai compris. Ils ont parlé sans haine, mais ils ont expliqué ce que le PC a fait. Pour moi, ce n'est pas une erreur, c'est une ligne politique prise par le bureau politique. Ce n'est ni l'intervention de l'Amicale des Algériens, ni l'intervention de De Piétri (député PCF local NDLR) qui a changé quelque chose au problème des immigrés et à leurs justes revendications. Nous sommes censés être les défenseurs de la classe ouvrière, on aurait dû créer des comités de soutien au comité de coordination comme l'ont fait le PCR et d'autres révolutionnaires. A quand l'unité de la classe ouvrière ? A quand, une table ronde, entre le PCR et tous les militants de gauche ?

Propos recueillis  
le 25.09.78

## INTERNATIONAL

## Espagne

## Il y a 3 ans, 5 révolutionnaires Franco assassinait

Le 27 septembre 1975, deux militants basques de l'ETA et trois militants du FRAP étaient assassinés sur l'ordre de Franco. D'immenses manifestations anti-fascistes s'étaient déroulées à l'époque en Europe et dans le monde entier.

Trois ans après, les libertés sont rétablies et la bourgeoisie espagnole tente d'imposer l'austérité aux travailleurs et dote le pays d'une nouvelle constitution. La répression demeure, même si elle se fait plus discrète : la semaine dernière Blanco Chivite membre du PCEMI était

arrêté à la sortie d'un meeting républicain, il est de ceux qui furent grâciés lors des procès de 1975.

Actuellement se mène en Espagne et en France une campagne pour obtenir « la réhabilitation de tous les combattants anti-fascistes ». A la suite des attentats qui ont eu lieu récemment au Pays-Basque et en raison de l'anniversaire de l'assassinat des 5 par Franco, l'ensemble des forces de sécurité espagnoles ont été placées en état d'alerte jeudi dernier. Lundi, à Madrid la direction des Commissions ouvrières, proche du PCE, a

invité ses adhérents et sympathisants à préparer diverses manifestations « d'affirmation démocratique et de rejet du terrorisme ». Une initiative qui rappelle celles du parti et des syndicats révisionnistes italiens pendant l'affaire Moro. *L'Humanité* qui ne manque jamais l'occasion de rappeler son attachement à la démocratie emboîte le pas à ses amis révisionnistes espagnols en affirmant que « le terrorisme d'où qu'il vienne, alimente les sentiments antidémocratiques et nourrit le regret d'un régime fort ». On comprend que l'organe central du PCF ne rende pas l'hommage qu'ils méritent aux cinq révolutionnaires qui combattirent le fascisme de Franco et furent assassinés le 27 septembre 1975, mais c'est un affront au peuple espagnol et aux martyrs du franquisme que de confondre sciemment la violence révolutionnaire utilisée contre le fascisme et la violence de leurs bourreaux. La colère atteint son comble quand on lit dans *L'Humanité* la biographie des cinq révolutionnaires : « Les cinq hommes avaient été accusé d'avoir abattu plusieurs policiers », tout juste si le PCF ne les qualifie pas de « criminels de droits communs ! ».

## Meeting de solidarité avec la lutte révolutionnaire du peuple iranien

La salle du premier étage de la mutualité était pleine lorsqu'à 21 heures, les milliers de participants ont ouvert le meeting en observant une minute de silence à la mémoire des martyrs tombés lors des nombreuses manifestations qui se déroulaient, en Iran ces derniers mois. Dans la salle étaient tendues de nombreuses banderoles où on pouvait lire : « Vive la lutte des travailleurs iraniens » « A bas l'hégémonisme des 2 superpuissances » et à la tribune « Vive le soulèvement populaire en Iran ». Des chants révolutionnaires furent interprétés par la chorale de l'Union des Etudiants Iraniens de France. Ensuite le président du meeting a rappelé que les prisonniers politiques iraniens viennent d'entamer une grève de la faim pour protester contre la loi martiale. Le camarade de l'UEIF indiqua également que depuis le 24 septembre 30 000 ouvriers du pétrole dans le sud du pays se sont mis en grève. Vint ensuite l'intervention centrale de l'Union des Etudiants Iraniens de France CISNU (Confédération des Etudiants Iraniens - Union Nationale) qui a fait l'historique de la lutte révolutionnaire du peuple iranien depuis un an rappelant ses différentes phases.

Le discours du camarade iranien était ponctué de « Shah fasciste assassin » et de « Vive la lutte du peuple iranien » scandés par une salle enthousiaste. Le représentant de l'UEIF poursuivait sur les causes du mécontentement populaire : la révolution blanche qui fut un prétexte à une pénétration accrue de l'impérialisme dans l'économie iranienne, la militarisation qui déboucha sur l'aventure coloniale en Oman et la répression qui a culminé avec l'incendie par la police du Shah du cinéma Rex à Abadan. Il montra les aspects progressistes des religieux radicaux comme l'Ayatollah Khomeiny et dénonça le jeu des deux superpuissances en Iran : l'impérialisme US qui est dominant et le social-impérialisme qui tente d'y pénétrer par l'intermédiaire du parti Toudeh puis il termina en scandant : « Vive la solida-

rité avec la lutte révolutionnaire du peuple iranien pour la liberté la démocratie et l'indépendance nationale ». « A bas le régime fasciste du Shah valet de l'impérialisme américain ! » « A bas l'hégémonisme des deux superpuissances ». D'autres interventions suivirent, notamment celle de notre Parti et celle de l'H.R., organisateurs du meeting.

Le message de l'Union Générale des Etudiants Palestiniens fut particulièrement écouté vu les liens importants qu'entretient le Shah avec l'Etat sioniste et qui pourraient être rompus par le renversement du régime : « Nous sommes sûrs que le peuple iranien empêchera les avions sionistes de venir se ravitailler en Iran pour bombarder les camps palestiniens ».

F.R.

### Deux formules d'abonnement couplé :

#### Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois ..... 150 F  
6 mois ..... 300 F  
Incluant réception du Tome V des Oeuvres Choies de Mao Tsé-Toung

#### Front Rouge - Prolétariat

6 mois ..... 50 F  
Soit deux numéros de Prolétariat et deux numéros de Front Rouge

## Erythrée : l'aviation éthiopienne bombarde les civils

Selon le FLE, une dizaine de personnes ont été tuées et une trentaine blessées par l'aviation éthiopienne qui a bombardé l'école et l'hôpital d'Ankolesh, localité proche d'Agordat.

Par ailleurs les troupes éthiopiennes sont assiégées dans Agordat après qu'elles aient repris la ville.

**«Notre peuple n'a pas à reconnaître, ne reconnaîtra pas la légitimité de l'agression perpétrée contre lui... L'«auto-administration» de Gaza et de la Cisjordanie vise à diviser les Palestiniens... Il ne faut pas sous-estimer l'opposition populaire en Egypte... Il y a de graves menaces de conflagration au Liban pour faire dévier l'opposition à Camp David...»**

## ENTRETIEN AVEC IBRAHIM SOUSS

REPRÉSENTANT DE L'ORGANISATION DE LIBÉRATION DE LA PALESTINE, EN FRANCE

● **Vendredi soir, en présence du corps diplomatique et de nombreux amis de la cause palestinienne, s'est déroulée, rue du Faubourg Saint Honoré, à Paris, une cérémonie d'hommage à Ezzedine Kalak et Adnan Hamad, assassinés le 3 août à Paris. Le «Chant des Partisans» de la Résistance française et «Bilad» («Ma Patrie») chant de la Résistance palestinienne y ont été intimement mêlés.**

**Evoquant la vie d'Ezzedine et d'Adnan, leurs qualités exceptionnelles de militants révolutionnaires, totalement dévoués à la cause de leur peuple et des autres peuples arabes, Ibrahim Souss, représentant de l'OLP, en France, a parlé de l'âpreté de la lutte du peuple palestinien, dont les martyrs, a-t-il été souligné, ne seront pas morts en vain, malgré les manœuvres impérialistes et sionistes.**

**Dans l'entretien qu'il a bien voulu nous accorder, Ibrahim Souss, fait le point sur la situation actuelle au Proche Orient.**

▷ **Q — Moins de deux semaines après le sommet de Camp David, quelle est votre appréciation de la situation ?**

R — S'il y a un aspect positif dans cette réunion, que nous avons catégoriquement condamnée, c'est qu'elle a contribué à éclairer la situation. Elle a mis en évidence l'existence d'un véritable pacte USA-Israël-Egypte qui va s'acharner à briser la Résistance palestinienne. C'est une période très dure qui s'ouvre pour nous : ce qui est grave c'est la légitimité de l'occupation israélienne. En effet, les discussions ont porté sur le retrait israélien du Sinaï, mais n'ont pas du tout abordé la cessation de l'occupation des autres territoires arabes. Et les accords passés en ce qui concerne Gaza et la Cisjordanie, constituent la violation des principes de base que sont pour nous : le droit du peuple palestinien à l'auto-détermination et au retour dans sa patrie, son droit à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant et souverain, et la reconnaissance de l'OLP comme seul représentant légitime de notre peuple. Cette position de principe de l'OLP, qui a été énoncée par les différents Conseils nationaux palestiniens, ne change pas. Et tant que les conditions citées ne sont pas remplies, il ne peut pas y avoir de paix dans la région du Proche-Orient. Notre peuple n'a pas à reconnaître, et ne reconnaîtra pas, la légitimité d'une agression perpétrée contre lui, agression de longue date qui s'est traduite par la création et l'expansion de l'Etat d'Israël.

L'«auto-détermination» envisagée pour Gaza et la Cisjordanie, et qui n'est que le maintien du protectorat israélien sur ces territoires, vise à diviser les Palestiniens entre eux. Entre ceux qui sont sur ces territoires occupés en 67, seuls évoqués par les accords de Camp David, et les autres. Le problème des Palestiniens déplacés, contraints à l'exode, avant et après 67 et qui sont réfugiés dans les divers pays arabes, Liban, Koweït, etc., n'est pas abordé.

Ceci va de pair avec le refus de reconnaître l'OLP qui est le symbole de l'unité du peuple palestinien, la garantie de son identité, quel que soit l'endroit où il se trouve.

▷ **Q — Les accords de Camp David peuvent-ils effectivement entrer en application ?**

R — Le risque de l'application de la «paix séparée» entre l'Egypte et Israël existe, et le vote qui vient d'intervenir à la Knesset le confirme. Sadate et Bégin sont décidés à aboutir, et le risque est réel. Israël a toujours cherché à établir des «paix séparées» avec les régimes des pays arabes limitrophes. L'objectif principal de la «paix séparée» c'est la non-coordination des pays arabes entre eux, par la neutralisation de certains, alors que rien n'est réglé avec les autres. Israël a réussi avec Sadate, ce qui élimine pour le moment, de la bataille, la principale force militaire arabe de la région, et laisse donc les mains libres à l'Etat sioniste sur les autres fronts : Golan, territoires palestiniens. Ceci pose un gros problème politico-militaire, et souligne l'urgence de mettre en échec la politique de Sadate.

En ce qui concerne l'«auto-administration» de la Cisjordanie et de Gaza, nous allons lutter pour faire échouer ce nouveau complot, avec le soutien des pays du «Front de la fermeté» et le soutien des masses arabes en général.

▷ **Q — Les pays arabes de «la fermeté» qui viennent de se réunir à Damas, avec l'OLP, ont adopté des mesures pour faire obstacle à Camp David. Quelle peut-être la portée de ces mesures ?**

R — Les mesures adoptées par le «Front de la fermeté» sont des mesures concrètes qui ont pour objectif primordial la mise en échec de Sadate, et de sa politique de légitimation de l'occupation israélienne. Cette mise en échec, par tous les moyens, est une nécessité.

Toute la politique égyptienne de capitulation vis-à-vis d'Israël est aujourd'hui bâtie sur la personne de Sadate, et c'est donc une course contre la montre entre lui et nous. Le mieux serait que Sadate soit éliminé par la lutte du peuple égyptien, avec le soutien des autres peuples arabes. A ce sujet, il ne faut pas sous-estimer l'opposition populaire à Sadate, en Egypte. Il y a un malaise dans l'appareil politique et militaire égyptien, et de sérieuses rumeurs circulent sur le mécontentement au sein de l'armée.

On a parlé des manifestations égyptiennes en faveur de Sadate, lors de son retour de Camp

David. Bien sûr, Sadate essaie de jouer sur une illusion : celle selon laquelle les résultats de Camp David pourraient mettre fin à l'état de misère, au bas niveau de vie du peuple égyptien. Celui-ci, c'est certain, souffre profondément de la pauvreté, mais il ne peut être dupé très longtemps par l'idée, que la collaboration avec Israël permettrait une amélioration de son sort. Déjà, en 1972, lorsque Nixon était venu en tournée au Caire, Sadate avait essayé de semer l'illusion selon laquelle le peuple pourrait tirer bénéfice d'une entente avec les Américains ; des bruits étaient propagés, on disait même que la visite de Nixon était accompagnée de l'arrivée de 50 bateaux chargés de blé américain. Mais, les illusions se dissipèrent vite, rien n'était changé, et en janvier 73, d'imposantes manifestations eurent lieu : cette explosion populaire, réclamant notamment la poursuite de la lutte contre Israël, précéda le déclenchement de la guerre d'octobre 73. Ces manifestations se sont répétées depuis, en 76, et en 77.

Le problème c'est que le méprisement de la situation intérieure en Egypte, le développement de l'opposition populaire à Sadate, peuvent être lents, alors que le temps presse pour déjouer les manœuvres conçues à Camp David.

▷ **Q — Vous avez évoqué les tentatives, qui vont s'intensifier, de briser la Résistance palestinienne. En quoi peuvent-elles consister ?**

R — Israël va procéder de plusieurs manières. D'abord, comme il l'a toujours fait, il va essayer de multiplier les assassinats de responsables de la Résistance, attaquer les camps de réfugiés au Liban.

Au Liban, il peut intervenir directement, ou agir par forces isolationnistes interposées. Dans l'immédiat, plus qu'une nouvelle guerre dans l'ensemble du Proche-Orient, ce sont des conflits localisés qui peuvent se produire. Et c'est surtout au Liban qu'il y a des risques de conflagration. Ce qui s'est passé dans ce pays au cours des dernières 48 heures le montre bien.

Alors que la date d'expiration du mandat de la force arabe de dissuasion (F.A.D.) est très proche (28 octobre), et que le président de la république libanaise vient d'annoncer qu'il demandait son renouvellement, de nouveaux affrontements ont opposé à Beyrouth les phalangistes et autres forces isolationnistes aux unités de la FAD. Les isolationnistes sont utilisés par Israël au Liban pour faire diversion, pour empêcher la Syrie et l'OLP de consacrer leurs énergies sur le plan politique, à la mise en échec des accords de Camp David, sans compter l'affaiblissement militaire des forces patriotes arabes au Liban. La revendication isolationniste de non-renouvellement de la force arabe de dissuasion vise donc à relancer la guerre civile au Liban

et à laisser ainsi les mains libres à Israël et à ses alliés pour faciliter l'exécution des accords de Camp David. Israël peut aussi tenter d'agir avec l'impérialisme américain pour susciter un changement de politique en Syrie.

D'autre part, l'offensive contre la Résistance palestinienne va se déployer sur le plan diplomatique, les partenaires de Camp David essayant d'obtenir un soutien international, y compris à l'ONU, grâce aux pressions américaines probables sur de nombreux pays.

▷ **Q — Les pays arabes ont été quasi-unanimes à exprimer leur hostilité aux résultats de Camp David. Cette position va-t-elle se maintenir dans l'avenir malgré les pressions américaines ?**

R — La mise en œuvre d'une partie des accords ne nécessite pas le recours au Proche-Orient à un troisième larron, il s'agit des accords partiels entre l'Egypte et Israël à propos du Sinaï. L'application de l'autre partie des accords dépend quant à elle, de l'attitude de la Jordanie. Ce qui est proposé à Hussein, c'est d'exercer la répression en Cisjordanie contre les Palestiniens, d'y faire la police, le territoire étant maintenu sous le protectorat israélien, avec des garnisons israéliennes. Plus précisément, c'est une division des tâches qui est envisagée, une occupation israélienne plus voilée avec Israël s'occupant du militaire et Hussein de l'administration civile, des opérations de simple police. Or, Hussein qui, avant 67, administrait seul la Cisjordanie refuse actuellement ce rôle de subordonné qu'on veut lui faire jouer. De plus, Hussein veut aussi un retrait israélien de Jérusalem.

Et puis, le souverain hachémite est bien obligé de tenir compte de l'avis des Palestiniens qui résistent à l'occupation israélienne en Cisjordanie, qui représentent plus de 60 % de la population en Jordanie même (à l'Est du Jourdain), et qui ont exprimé à de multiples reprises, leur soutien total à l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien, où qu'il se trouve.

Israël et les Américains veulent gagner du temps (comme cela se manifeste avec les projets de suspension très provisoire des implantations de colonies en Cisjordanie) pour faire finalement accepter par la Jordanie le plan mis au point à Camp David, et rallier à ce plan des Palestiniens, sous prétexte que l'administration en Cisjordanie serait désormais «arabe». Mais, il n'y a pas plus d'une poignée de notables palestiniens qui collabore avec Israël en Cisjordanie et ils ne peuvent que refuser actuellement de jouer le rôle qu'on veut leur confier, car la population de ce territoire dans l'ensemble est contre Israël et Camp David.

▷ **Q — Et l'Arabie Saoudite qui finance l'Egypte depuis 73 et finance aussi les troupes sy-**

**riennes de la «Force arabe de dissuasion» au Liban, quelle va être son attitude ?**

R — La position de l'Arabie Saoudite va se préciser après le voyage du roi Khaled aux Etats-Unis. Ce qu'on peut observer aujourd'hui, c'est que l'Arabie Saoudite a adopté une position nuancée. Elle va attendre pour ne pas choquer les peuples arabes car ceux-ci sont contre les accords de Camp David. Et puis, il y a la question de Jérusalem qui constitue pour les Séoudiens, attachés à son caractère arabe, une véritable pierre d'achoppement. Un échange de lettres a eu lieu entre Sadate et Bégin sur le statut de Jérusalem, sans que Sadate en ait informé l'Arabie Saoudite, et Bégin a déclaré aussitôt après Camp David qu'il ne lâcherait pas Jérusalem, que c'était la «capitale d'Israël».

De plus, l'attitude de Sadate vis-à-vis du Chah, qu'il a assuré de son soutien, indispose l'Arabie Saoudite qui, même si elle soutient le Chah, voit dans l'Iran un concurrent sérieux pour jouer un rôle dominant dans la région. Les dirigeants séoudiens redoutent un axe Tel Aviv - le Caire - Téhéran qui menacerait leurs intérêts qu'ils estiment également mis en cause avec le Yémen Sud et l'influence soviétique. L'Arabie Saoudite veut essayer de maintenir de bons rapports, à la fois avec le régime de Sadate et les pays arabes opposés au régime de Sadate. Elle veut éviter une cassure du monde arabe et se pose en arbitre. Sa position va se clarifier dans les prochaines semaines.

▷ **Q — Les positions exprimées par les pays arabes depuis la rencontre de Camp David, ne vont-elles pas limiter la marge de manœuvre de l'impérialisme américain ?**

R — L'hostilité quasi unanime des régimes arabes aux accords de Camp David va limiter cette marge de manœuvre au moins dans un premier temps. Mais, la position fondamentale des Etats Unis c'est toujours tenter d'être à l'offensive pour soumettre les pays arabes à leurs conditions. Les Etats Unis mènent une politique offensive de longue date au Proche Orient et ils ne vont pas y renoncer, car c'est conforme à leur volonté de dominer le monde.

▷ **Q — La Résistance palestinienne va-t-elle intensifier son action après Camp David ?**

R — Il est inexact de parler d'intensification après Camp David. Les opérations, les manifestations n'ont cessé de se multiplier avant Camp David. Après Camp David, nous allons poursuivre la lutte quotidienne que nous n'avons jamais cessé depuis 14 ans.

Propos recueillis par  
Yomna EL KAHILIL  
et Jean-Paul GAY

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

### A un abonnement a

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
- Pékin information.
- La Chine en construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

##### - LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

#### LIBRAIRIES

<i>Aix en Provence</i> Librairie quotidienne 5 rue Félix Gouet (10 %)	<i>Lyon</i> Librairie populaire 226 rue Duguesclin (3*) (10 %)
<i>Besançon</i> Lib. Les sandales d'Empédocle Place Victor Hugo 138 Grande Rue. (10 %)	<i>Marseille</i> Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (11*)
<i>Bourges</i> Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.	<i>Metz</i> Librairie Géronimo Rue du Pont des Morts (10 %)
<i>Brest</i> Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis	<i>Montluçon</i> Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
<i>Caen</i> La Licorne (10 %) Rue Froide	<i>Nice</i> Le Temps des Cerises 50 bd de la Madeleine (10 %)
<i>Clermont-Ferrand</i> Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras	<i>Nantes</i> Librairie 71 (10 %) 50 bd de la Madeleine
<i>Evreux</i> Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)	<i>Orléans</i> Les temps modernes rue N. D. de Recouvrance (5 %)
<i>Grenoble</i> Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)	<i>Quimper</i> Calligrammes 23 rue du Sallé (10 %)
<i>La Rochelle</i> Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont	<i>Perpignan</i> Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
<i>Le Mans</i> Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)	<i>Reims</i> Le Grand jeu 20 rue Colbert
<i>Lille</i> Librairie populaire 40 rue de Guesdes	

#### CINÉMAS

<i>Paris</i> Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5*) Tarif étudiant : 10 F	<i>Châtelet-Victoria</i> 19 avenue Victoria 1**
<i>La Clef</i> 21 rue de la Clef (5*). Tarif étud.	<i>Lyon</i> Cinématographe 44 cours Suchet (2*) Tarif collect. (5 tickets : 40 F).
<i>Seine Cinéma</i> 8 rue Frédéric Sauton (5*)	<i>Le Canut</i> 32 rue Leynaud (1**) (tarif. étud.)

Nom (en capitales).....  
Prénom.....  
Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F   
Abonnement de soutien 600 F   
... F

Mode de versement : — en une fois  — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

# Le Quotidien du Peuple en danger !

Il y a, d'abord, les coûts de fabrication, qui se sont considérablement accrus, notamment du fait de la hausse des prix du papier. Il y a surtout, une entreprise systématique de concentration de la presse, d'élimination de tous les journaux jugés à divers titres indépendants ou contestataires, qui est poursuivie systématiquement et parallèlement par le pouvoir giscardien et par le trust Hersant.

En introduisant progressivement le système de télé-impression, d'abord dans le midi et le sud-ouest, puis dans la région lyonnaise, et bientôt en Bretagne, ce dernier a contraint le reste de la presse parisienne à emboîter le pas. Désormais, ces journaux sont imprimés en Bretagne, en Alsace, à Marseille etc. D'emblée, nous avons lucidement estimé que nous n'avions pas les moyens de payer d'aussi nombreux imprimeurs ; et de fait, de moins pauvres que nous s'y sont cassés les dents, y compris des journaux qui n'avaient rien de révolutionnaire comme le *Quotidien de Paris* par exemple.

Nous avons donc dû, depuis un an, devenir «journal du soir», avec des contraintes de fabrication plus rigides. Commencant à être imprimé à midi au lieu de onze heures du soir, le *Quotidien du Peuple* a ainsi perdu près d'une demi-journée sur l'actualité pour les lecteurs de province. A Paris, sa distribution s'est trouvée perturbée en même temps ; au lieu de se trouver en kiosque toute la journée, il n'y reste plus en vente que quelques heures dans l'après midi.

Le *Quotidien du Peuple* a souffert de cette situation du point de vue financier. Aujourd'hui, notre imprimeur ne peut plus, malgré sa bonne volonté, laisser nos dettes s'accumuler auprès de lui. Nous risquons de devoir réduire considérablement un budget déjà serré au maximum.

Si d'ici le premier novembre, nous n'avons pas rassemblé vingt-cinq millions, le *Quotidien du Peuple* devrait, comme à ses débuts, revenir à 8 pages.

A la fin de l'année 1977, notre parti lançait une campagne de souscription de 120 millions. Il s'agissait de faire face aux échéances politiques notamment au coût de la campagne électorale.

Le premier objectif a été atteint.\* Mais il fallait aussi, avec cette souscription, nous l'avons annoncé, soutenir notre journal, pour lequel, à la différence des années précédentes, aucune souscription séparée n'était organisée. C'est cette partie de la souscription des 120 millions, destinée au *Quotidien du Peuple* qu'il s'agit de rassembler aujourd'hui, dont une première tranche de 25 millions très rapidement.

Ce serait trop régresser que de devoir réduire la pagination du *Quotidien*, à l'heure où, dans divers secteurs, les premiers signes de la colère des masses commencent à se manifester. A l'heure où il va devoir plus que jamais être une arme pour la lutte révolutionnaire.

Nos lecteurs, nos abonnés, nos camarades le comprendront : loin de marquer un recul, le *Quotidien* doit au contraire progresser dans les mois à venir.

**LE QUOTIDIEN DU PEUPLE EST EN DANGER !  
POUR QU'IL VIVE ET SE DÉVELOPPE,  
MOBILISONS-NOUS !  
EN AVANT VERS LES 25 MILLIONS  
AVANT LE 1<sup>er</sup> NOVEMBRE !**

\* (Nous publierons la semaine prochaine l'état exact d'avancée de cette souscription).

## NOS LECTEURS TÉMOIGNENT

### DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DE LA GUPS EN FRANCE (Union Générale des Étudiants Palestiniens)

Nous sommes très heureux que le *Quotidien du Peuple* exprime un soutien constant et de principe à la cause palestinienne.

D'autre part, nous apprécions les efforts du *Quotidien du Peuple* pour faire comprendre les questions palestiniennes, vu la complexité de la situation au Proche-Orient.

Nous espérons que les rapports d'amitié et de solidarité se maintiendront par une connaissance mutuelle plus approfondie de nos situations réciproques et par des relations plus étroites.

Camarades,

Je suis très heureux de m'abonner au *Quotidien*, je l'achète régulièrement depuis janvier 1976, depuis, il y a eut beaucoup de progrès notamment la mise en page, mais surtout les reportages sont très bons. Un seul regret, dommage qu'il n'y ait pas 16 pages !

J'espère que cela viendra !  
21.09.78. G.N.

Camarades,

Depuis sa création, c'est-à-dire maintenant trois ans, j'ai souvent lu le *Quotidien* qui n'a fait que s'améliorer au fil des mois tant dans sa forme que dans son contenu...

Au début de cette année je souscrivais un abonnement d'un an au *Quotidien*...

Aujourd'hui, je pense qu'il me faut aller plus loin afin de mieux soutenir le PCR ; pour cela, je demande à prendre contact avec les camarades du PCR de la région.

18.09.78 / D.R. Montmorillon (86)

Camarades,

Lecteur du *Quotidien du Peuple* depuis sa parution et abonné depuis 2 ans, je tiens à vous féliciter pour les améliorations qui ont été faites au cours de ses années. Le *Quotidien* est vraiment un journal vivant et qui se lit sans peine. Et les informations sont de plus en plus complètes. A ce sujet, il faudrait peut être développer les articles sous forme d'enquêtes réparties sur plusieurs quotidiens. (enquêtes sur les luttes dans les différentes régions de France, faire une vaste carte où toutes les luttes seront représentées, avec certains articles sur des points précis qui peuvent donner exemple).

12.09.78. CH Tours (37)

Chers Amis

N'étant pas un révolutionnaire, à la limite un soutien démocratique, ma prose sur votre canard ne vous intéresserait pas beaucoup. Néanmoins, je vous félicite pour le sérieux et les efforts dont il témoigne. Je le lis avec régularité et il m'aide à être mobilisé sur bien des points. Néanmoins souvent les dates de manif sont en retard sur l'événement.

De plus, il ne cause jamais du mouvement révolutionnaire en général et du PCR en particulier. Néanmoins, bravo et j'espère vous soutenir encore longtemps.

13.09.78. J.R. Montrouge (92)

Chers camarades,

Ayant subi certaines épreuves sociales, licenciement, chômage, ces derniers temps, cela a contribué à affirmer et éclaircir ce que je crois être mes idées politiques. Je vous avoue que j'ai longtemps cru en un parti commun. français, mais je me suis aperçu que ce dernier, poussé par un esprit franchement dévotionniste se grise plutôt de belles phrases que d'efficacité politique. Je ne sais pas si je deviendrai le militant que j'ai longtemps souhaité devenir, mais je compte avec l'aide de votre organisation être le plus utile et efficace possible à la cause révolutionnaire et communiste.

16.09.78 Un lecteur de Paris

### JEAN JACQUES CADIOU

● EX-MEMBRE  
DU BUREAU DE L'UEC  
DE BREST

● EX-MEMBRE  
DU PCF DE BREST

Jusqu'à Mars dernier je lisais L'Humanité. Ayant compris la nature du PCF, je l'abandonnai et je découvrais le *Quotidien du Peuple*. Je ne l'avais jamais lu auparavant. Depuis je me rends compte de la différence qu'il y a entre les deux journaux. Bien que le *QdP* ait moins de surface, on y trouve bien plus d'informations sur les luttes et surtout il ne conclut pas «votiez pour nous la prochaine fois», ou «nationalisons, le problème sera résolu».

Lors de la marée noire, le *QdP* a donné la parole aux pêcheurs et aux goémoniers. Pour ce qui est des luttes des peuples du monde, les interviews d'Iraniens, d'Erythréens, de Palestiniens sont les meilleurs moyens de se faire une idée réelle de ce qui se passe dans le monde, et de connaître l'aspiration des peuples en lutte.

Le fait d'appeler à soutenir et à s'organiser autour des luttes, telles que celles de la Sonacotra, des radios libres, des groupes femmes, des Comités locaux d'information sur le Nucléaire (CLIN) et d'autres comités de lutte, tranche avec l'attitude du PCF qui ramène tout à lui et à son analyse ou qui se tait lorsque cela ne correspond pas à ses dires !

Je souhaite que le *Quotidien du Peuple* se fasse encore plus connaître des travailleurs et qu'il soit de mieux en mieux un instrument de débat pour les travailleurs.

# Il y a 40 ans : la capitulation de Munich

● Les impérialismes franco-britanniques livrent les Sudètes à Hitler, pensent sauver la paix en orientant les ambitions nazies vers l'Est, vers l'URSS ; ils hâtent le déclenchement de la seconde guerre mondiale.

La défaite de 1918, ratifiée par le Traité de Versailles, avait réduit l'impérialisme allemand à la portion congrue. L'avènement d'Hitler en 1933 marque le choix de l'impérialisme allemand de repasser à l'offensive pour reconquérir une place dans le monde plus en rapport avec sa puissance industrielle.

Les premières initiatives d'Hitler consistent donc à développer une industrie de guerre, à remilitariser l'ensemble du pays, à développer les forces militaires notamment l'aviation.

Dans une seconde étape il décide d'agrandir le territoire allemand. Pour justifier sa politique il va s'appuyer sur le fait de réunir tous les gens de

langue allemande dans son troisième Reich. Dans les faits, il utilise la pression militaire de son armée et l'agitation des partis nazis dans les différents pays.

L'année 1938, verra les premières applications de ce plan : l'Anschluss (l'annexion) de l'Autriche en mars et les revendications sur les Sudètes (région montagneuse de l'Ouest de la Tchécoslovaquie à forte population allemande).

Si pour l'Anschluss, Hitler a calmé les ambitions autrichiennes de Mussolini, en le détournant vers l'Afrique, la Méditerranée et les Balkans, pour les Sudètes, il se heurte à la Tchécoslovaquie dont les traités avec la France et l'URSS garantissent les frontières.

## LA CRISE DES SUDETES

Dès mai 1938, Henlein, pro-hitlérien, avec son «parti allemand des Sudètes» provoque des troubles revendique le rattachement

des sudètes au Reich. Le gouvernement tchèque de Benès démocratie bourgeoise mobilise et se tourne vers la France. La crise culmine en septembre et Chamberlain, premier ministre anglais, multiplie les voyages en Allemagne.

## LA CAPITULATION DE MUNICH : 29 - 30 SEPTEMBRE 1938

Les impérialismes franco-britanniques décident de dénouer la crise à Munich en cette fin septembre 1938. Cette conférence à quatre (Hitler Mussolini, Chamberlain et Daladier) qui doit décider du sort de la Tchécoslovaquie écarte les représentants de ce pays et de l'URSS. L'URSS est écartée sous prétexte que la Pologne et la Roumanie ne laisseraient pas passer les troupes soviétiques si celles-ci comme le désiraient les dirigeants soviétiques se portaient au secours de la Tchécoslovaquie.

La conférence donne entière satisfaction à Hit-

ler : les Sudètes lui sont livrées. La politique «d'apaisement» de Chamberlain triomphe et les impérialismes franco-britanniques justifient cette trahison au nom de la défense de la paix. En fait, ils essayent de diriger l'appétit hitlérien vers l'Est, vers l'URSS, patrie du socialisme.

## LES LEONS DE MUNICH

Les intérêts du peuple tchèque et même de son gouvernement bourgeois furent bafoués à Munich. «L'apaisement» ne servit qu'à rendre Hitler plus exigeant et l'année suivante montra que les désirs de diriger Hitler vers la seule URSS furent vains.

La réponse à Munich ce furent l'URSS et les peuples du monde (dont l'héroïque Résistance du peuple tchèque) qui la donnèrent en constituant le front mondial anti-fasciste qui vint à bout du nazisme et de ses alliés.

Michel FILLEZ

# imro: des travailleurs aux pieds nus

(Extraits) 19<sup>e</sup> épisode Aux Editions Fédérop La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

Tout d'abord, nous nous devons de préciser qu'au sein de l'entreprise, il y avait plusieurs militants du P.C.F. De tout temps, nous avions des discussions avec ces camarades, que nous ayons eu des désaccords ou pas. Se regarder en chiens de faïence dans une entreprise ne peut que profiter au patron, c'est bien pour cela que nous nous retrouvions toujours tous unis dans les différents conflits que nous avons connus. Ces camarades, qui représentaient le parti de la classe ouvrière, préférèrent abandonner l'occupation. Le 1<sup>er</sup> décembre 1975, le P.C.F. ouvrait sa propre imprimerie : la très grande majorité des militants du P.C. s'empressèrent d'y entrer pour trouver et obtenir un emploi. Peut-être était-ce pour eux le moyen idéal de concrétiser le mot d'ordre de la C.G.T. qui est : « pas de licenciement sans reclassement » alors que nous, nous avions décidé de défendre nos emplois sur place. Cette attitude des camarades du P.C.F. fut dénoncée au cours d'une de nos réunions d'occupants.

Nous recevrons, en novembre 1975, un conseiller général du P.C., rapidement il est vrai, pour tenir une prise de parole dont le contenu était déjà connu. En effet, il appellera à l'Union du Peuple de France pour les prochaines échéances électorales, sans oublier ce qui devait passer selon lui pour une diatribe contre le pouvoir « Chirac-Ponia-Lecanuet, les grands responsables de notre situation et du bradage de notre économie nationale ».

Quand nous nous ferons vider par les flics, nous recevrons une lettre de la part de Monsieur Roland Leroy.

Le P.S., lui, ça a été tout à fait autre chose : car, pour qu'il vienne, il avait fallu aller le chercher, en assistant à une réunion de quartier présentant le bilan d'une année de mandat du Conseiller général du quatrième canton de Rouen.

Cette réunion avait été l'occasion, pour les travailleurs de l'IMRO, de prendre un bon bol d'air, car l'atmosphère y relevait de Clochemerle. Tout y était passé : les trottoirs non revêtus de goudron à côté des écoles, les crottes de chiens sur ces mêmes trottoirs, les problèmes de la fleuriste, le manque de café dans le quartier, etc... Par contre, les problèmes d'emploi, notamment ceux de l'IMRO qui se situait dans ce quatrième canton, on ne connaissait pas. Alors que ce conseiller général, qui était également le secrétaire-pressé de la section du Livre locale, l'individu qui avait déclaré en septembre 73, « je ne ferai pas la grève », voulait nous interdire de prendre la parole car nous n'habitons pas le quartier, même si on y travaillait, et que nous étions en

occupation. Ces propos furent d'ailleurs confirmés par l'assistance, assistance qui nous ébahissait. Non pas que notre étonnement était dû à son importance, bien au contraire, mais par son comportement ; à peu de chose près, nous étions à une réunion de la bonne vieille droite ; la réunion prit fin par un véritable pugilat verbal entre le camarade et nous.

Quelque temps après, à la suite de démarches pleines de péripéties savantes et subtiles, les messieurs du P.S. vinrent à l'usine. Plus une fois, vite fait, à la Porte Ouverte, puisqu'il y avait du monde.

Dès les premiers jours de la lutte, nous prendrons de multiples initiatives pour populariser notre situation. L'imprimerie occupée connaîtra une activité intense et continue. Ce sera par exemple notre manifestation du 8 octobre 1975, qui partira de l'entreprise et verra la participation de plusieurs centaines de personnes. Des délégations des syndicats du Livre du Havre, de Dieppe, d'Evreux seront présentes et se mêleront aux délégations de multiples entreprises de Rouen. Des représentants du P.S.U., de l'O.C. Révolution ! du P.C.F., de la L.C.R. seront présents, y compris ceux de l'Union locale et de l'Union départementale C.G.T. de Seine-Maritime. Et jamais nous n'aurons connu une manifestation aussi longue, un véritable chemin de croix, au point que l'après-midi l'IMRO sera presque totalement désertée tellement les copains étaient épuisés ! L'Hôtel de Ville de Lecanuet était tenu sous bonne garde par ses flics, ainsi que la préfecture. En cours de route, les rangs grossiront régulièrement et dès lors le soutien de la population nous sera acquis.

C'est à partir de ces premiers jours de lutte que le soutien dans les entreprises se réalisera. Il se fera dans la majorité des cas par des militants syndicaux de la base car, après avoir mis sur le soutien des Unions locales, on nous fera désormais ce qu'il y a lieu de dénommer « la gueule ».

Si au niveau de l'Union départementale C.G.T., on nous avait félicité dans les premiers jours pour notre détermination à vouloir combattre les licenciements, quelques semaines plus tard, on nous laissera de côté car nous gênions probablement alors qu'on nous avait promis d'être à chaque fois présent et que l'U.D. mettrait tout en œuvre pour nous épauler afin de mieux populariser notre lutte.

à suivre

## PROGRAMME TELE

### Samedi 30 septembre

TF 1

13 h 50 - Toujours le samedi  
18 h 05 - Trente millions d'amis  
18 h 40 - Magazine auto-moto  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - M. Panivo passe toujours  
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Seaside spécial à Saint Malo. Variétés  
21 h 30 - Les hommes d'argent. Feuilleton américain.  
22 h 45 - Télé-foot  
23 h 45 - Journal et fin

A 2

13 h 35 - Des animaux et des hommes. Les animaux accidentés de la route...  
14 h 25 - Les jeux du stade. Tennis.  
17 h 10 - Salle des fêtes. Magazine de l'actualité culturelle : cinéma, théâtre, musique, variétés.  
18 h 00 - Course autour du monde.  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Top club  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - De guerre lasse (1917). Film TV qui s'inspire de la réalité de cet épisode de la guerre qu'on appellera «les mutineries de 17» et qui raconte l'histoire d'un jeune caporal.  
22 h 10 - Sur la sellette.  
22 h 55 - Figaro-ci, Figaro-là. Émission sur la musique lyrique.  
23 h 35 - Journal et fin.

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Télévision régionale  
19 h 55 - Il était une fois... un homme  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Le bossu. Adaptation collective par la troupe du Théâtre du Bout du Monde.  
22 h 20 - Journal  
22 h 35 - Thalassa. Les grands voiliers du siècle dernier.  
23 h 05 - Championnat du monde d'échecs aux Philippines.  
23 h 35 - Fin

## Dimanche 1<sup>er</sup> octobre

TF 1

14 h 15 - Les rendez-vous du dimanche. Variétés, cinéma  
15 h 25 - Le voyage extraordinaire. Feuilleton américain.  
16 h 15 - Sports première. Hippisme, cyclisme, tennis.  
17 h 50 - Catastrophe aérienne. Film TV américain.  
19 h 25 - Les animaux du monde.  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Le permis de conduire. Film de Jean Girault (1973). Avec Louis Velle, Pascale Roberts. Comédie de mœurs.  
22 h 00 - Les grands mystères de la musique : Gustav Mahler.  
23 h 00 - Journal et fin.

A 2

14 h 30 - L'âge de cristal. Série américaine.  
15 h 20 - En savoir plus.  
16 h 20 - Le petit théâtre du dimanche  
16 h 55 - Monsieur cinéma  
17 h 35 - Chocolat du dimanche  
18 h 05 - Le secret du château de Lord Boyne. Feuilleton  
19 h 00 - Stade 2 : parachutisme, cyclisme, auto, tennis, athlétisme, basket, boxe.  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Kojak  
21 h 30 - Le passé dans les yeux. Interview d'Albert Speer, ministre de l'Armement de Hitler.  
22 h 20 - Jazz : Benny Carter.  
22 h 50 - Journal et fin

FR 3

16 h 30 - Espace musical  
17 h 30 - Quand les hommes habitent leur demeure  
18 h 00 - François Reichenbach  
19 h 45 - Dom-Tom  
20 h 00 - Histoires de France.  
21 h 20 - Journal  
21 h 30 - Histoire du cinéma français. N° 2 : Lumière et cinématographe.  
22 h 00 - Ciné regards. Festivals cinématographiques de l'été. Trouville, Hyères, et Dauville.  
22 h 30 - Cinéma de minuit. Cycle vedettes féminines. Jennifer Jones. Les Insurgés. Film de John Huston (1949). Film politique.  
00 h 10 - Fin

Le quotidien  
du peuple

## A LIVRES OUVERTS

## L'affaire Ranucci : a-t-on fabriqué un coupable ? La contre-enquête de Gilles Perrault

«Je ne comprends toujours pas pourquoi ils m'ont condamné. Ils m'avaient l'air d'être des gens censés et pourtant ils n'ont pas hésité, pour je ne sais quelle raison, à me condamner en faisant abstraction des témoignages, des faits établis, de la personnalité de celui qu'on accusait, à négliger le bon sens le plus élémentaire.»

Voilà ce qu'écrivait à sa mère Christian Ranucci le jour de ses 22 ans. Quelques mois plus tard, le 28 juillet 1976 à 4 h 13 dans la cour de la prison de Baumettes à Marseille, il était guillotiné. Il avait été condamné pour le meurtre de

Marie Dolorés Rambla, 8 ans, dont le cadavre avait été retrouvé, horriblement mutilé, le 5 juin 1974, à quelques mètres du lieu où ce même jour, Christian Ranucci se rendait coupable d'un délit de fuite, après être entré en collusion avec un autre véhicule.

Le livre : «Le pull over rouge» que Gilles Perrault consacre à l'affaire Ranucci est remarquable, tant il est vrai qu'il n'a négligé aucun élément d'enquête pour présenter un dossier abondant et précis, résultat d'un travail considérable dont la rigueur contraste avec l'instruction du procès et le procès lui-même que Gilles Perrault nous présente comme une intoléra-

ble caricature. Car lorsque Christian Ranucci a été arrêté, il était officiellement, considéré comme «suspect». En fait dans l'esprit de la police et du juge d'instruction, il était, il ne pouvait être que l'assassin de Marie Dolorés.

### UNE INSTRUCTION BIEN HÂTIVE !

Qu'est-ce à dire ? Tout au cours du livre, l'auteur s'attache à montrer comment, au lieu de se livrer à une recherche minutieuse des faits, sans négliger les zones d'ombre, la police et le juge d'instruction ont fait preuve d'un empressement spectaculaire pour faire de Ranucci un assassin indubitable. Et combien il leur fut facile de négliger les témoins encombrants, c'est-à-dire ceux qui par leurs témoignages remettaient en cause le personnage de Ranucci assassin. Au début, la police cherchait une Simca 1100 grise, véhicule dans lequel l'assassin avait enlevé Marie Dolorés, Ranucci avait un coupé Peugeot 304 gris, peu importe si ça ne collait pas tout à fait ! L'accusation arrivera à prétendre que le principal témoin du rapt, qui n'était autre qu'un garagiste, avait pu se tromper.

Et Perrault le démontre, il en sera ainsi de toute l'instruction. Combien il fut facile à un inspecteur de police, chargé d'enquêter sur le service militaire de Christian Ranucci, de déformer les témoignages, de les tordre dans le sens voulu, d'insinuer certaines choses : tous les camarades de service de Christian avaient gardé le souvenir d'un garçon normal. Cependant, l'inspecteur découvre que Ranucci, élément indiscipliné, faisait le mur, et qu'au retour de ses escapades, il confiait à ses camarades qu'il s'était «bien amusé», mais nuance, «il souriait sans répondre» aux questions de ceux qui voulaient en savoir plus. Cette petite précision, d'apparence si anodine tombe à pic pour l'inspecteur. Quelle déduction ne peut-on faire quand cette phrase est placée en exergue d'un rapport de police et lorsqu'il s'agit de l'assassin d'une petite fille !

La presse elle-même, en l'occurrence, le *Provençal* de Gaston Defferre, s'empressa de publier qu'à Trèves, la ville où Christian Ranucci avait fait son service, des disparitions de fillettes avaient été signalées juste au moment où il y était !

Le cercle se refermait peu à peu sur Ranucci !

Et les psychiatres, les psychologues s'en donnèrent à cœur joie pour fabriquer une enfance qui «colle» avec le criminel. Problèmes affec-

tifs, absence du père, et allez donc !

Beau travail que celui de ces experts en psychologie, désignés par le juge d'instruction !

### UN PROCES PEU CONVAINCANT

Le mardi 9 mars 1976, s'ouvre l'audience du procès de Christian Ranucci, il y a moins de 3 semaines qu'on a découvert à Troyes le cadavre du petit Philippe Bertrand et que Patrick Henri a été confondu et inculqué.

Pendant le procès, Ranucci ne correspond pas à l'image que l'accusation attendait de lui : elle le voudrait implorant la pitié et le pardon, elle le trouve sûr de lui, de son innocence, persuadé que le procès va faire éclater toute la vérité. Cela ne collait pas : la presse le souligne très volontiers et enfonce un peu plus l'accusé. *L'Humanité* parle d'«arrogance», de «hauteur», le *Méridional* de «perversité».

Ranucci n'a pas de chance : le principal témoin en sa faveur est une femme du peuple écrasée, broyée par les questions sarcastiques de l'accusation ; son témoignage ne fera aucun effet.

L'accusation, elle est plus favorisée : le principal témoin est un jeune cadre dynamique, directeur de société, qui fera excellente impression !

Justice populaire que cela ? Allons donc ! On rivalise d'éloquence, on s'évertue à faire bonne impression sur les jurés.

Mais comment donc au milieu de tout ce cirque, de toute cette compétition, de tout ce théâtre truqué, comment donc mettre en lumière la vérité ?

Un journaliste d'un quotidien de la région centre, ex-membre du PCF me disait un jour : «Je mets toujours une cravate quand je vais aux assises. Par respect pour la justice du peuple». La justice du peuple ? Si on avait enquêté auprès des mères de famille des cités populaires de Marseille, et de Nice, si on avait consenti à entendre les témoignages de leurs enfants, on aurait recherché un homme au pull over rouge, propriétaire d'une Simca 1100 qui s'était déjà manifesté bien avant le rapt de Marie Dolorés, dans les grands ensembles.

Mais pour la justice, que la police marseillaise ait pu redorer son blason rapidement, voilà qui était plus importante que la vie d'un homme, c'est en tout cas la conclusion de Gilles Perrault.

Michèle ROUX

**LE PULLOVER ROUGE**  
de Gilles Perrault  
Editions Ramsay  
440 pages - 53 F

### Histoire passionnante de la vie d'un petit ramoneur savoyard raconté par lui-même

Dans la nuit du lundi au mardi 11 novembre 1958, pendant que les anciens Combattants de Voiron (Isère) font danser au bal de l'Armistice, une explosion secoue la ville. Au 4 de la rue Danton, une maison vient de sauter. Sous un balcon, au premier étage, pend un écriteau portant en lettres rouges ces mots : «Profiteurs de guerre, monstres, profiteurs. Vous serez châtiés». Comme chaque 11 novembre, Laurent Joseph Fenix avait placardé une proclamation. Cette fois, il a aussi décidé d'en finir : il a ouvert une bouteille de butane.

Un mois plus tôt, il a remis un manuscrit à un ami : l'histoire de sa vie, «L'histoire d'un petit ramoneur savoyard». Un récit écrit d'un seul jet, sans souci de l'orthographe ni de la ponctuation, comme pour libérer des souvenirs trop pesants. Petit-fils de charbonnier, fils de paysans, à dix ans il est loué comme berger. A douze ans, pour gagner son pain et soulager sa famille, il devient ramoneur. Le métier, les premières amours, la vie, puis la guerre de 14, les copains morts pour rien ou plutôt pour les profiteurs, les riches, la blessure qui le défigure, c'est tout cela l'histoire de Laurent Fenix. Un témoignage intéressant, sinon passionnant.

Aux Éd. Le Sycomore  
Paris  
Prix : 29 F

### L'héritage d'une certaine droite

Le 11 mai 1976, la Cour d'appel de Paris rendait un jugement exigeant que soient supprimées treize pages d'un livre sur l'antisémitisme en France de 1940 à 1944. Les treize pages étaient extraites d'un livre de Céline, auteur fasciste de l'époque. Pourtant, nulle dénaturation de ses propos, rien d'autre que leur reproduction exacte. Mais la loi interdit de citer plus que quelques mots d'une «œuvre littéraire» quiconque sans autorisation. Le tribunal a refusé de juger sur le fond. Le livre donc, du moins ce qu'il en restait, a été remis en vente récemment, treize pages grossièrement arrachées. Le reste de l'ouvrage juxtapose pour l'essentiel la prose antisémite publiée sous l'occupation.

Plus d'un n'hésitait pas à réclamer l'extermination de tout ce qui n'était pas «aryen». Comme le souligne l'auteur, «c'est bien l'héritage d'une certaine droite», celle qui préside, pour l'essentiel, aux destinées de la France aujourd'hui encore.

Une certaine France  
Philippe Ganier Raymond  
L'antisémitisme 40-44  
chez Balland. Prix : 49 F

Bye Bye Geneviève ! par Geneviève Duboscq. Éd. Robert Laffont.

Comment une famille sauva 350 G.I.'s dans la nuit du 5 au 6 juin 1944, alors que les premiers parachutistes américains étaient lâchés sur Sainte-Mère-Église. Fada et sans grand intérêt.

## Des truands dans un camp nazi : une exception

Sélectionnés en 1943 par les SS, des déportés, pour la plupart français, partirent du camp d'extermination de Mauthausen, pour construire un tunnel (d'où le titre) sur la frontière austro-yougoslave, à Loibl-Pass.

Ce tunnel, conçu par les Nazis dans le but de faciliter la percée de leurs troupes en Yougoslavie, permettra en fait en 1945, le passage des chars de la VIII<sup>e</sup> armée britannique et des camions des partisans yougoslaves.

Si les 100 premières pages permettent à l'auteur de décrire de manière souvent insoutenable, la vie dans les camps, avec tout ce que cela comportait de souffrances, d'humiliations et d'horreurs, l'un des buts principaux de ce livre est de raconter l'histoire de Paulo, truand, déporté pour avoir fait du marché noir.

Celui-ci résiste d'abord de manière individuelle et marginale, pour survivre avant tout ; mais, par ses rapports avec des communistes, il comprend la nécessité d'une résistance collective. Cette attitude lui fera rompre alors toute relation avec les autres truands du camp, pour la plupart collabos : dans tous les domaines, relations avec les SS, lutte pour la nourriture, sabotage du travail, ... Paulo a maintes fois l'occasion de comparer l'attitude des truands qui le dégoutent, et celle courageuse et solidaire des communistes.

Relatant l'itinéraire d'un truand dans un camp de concentration, ce livre a forcément des limites, et en particulier, celle de ne décrire l'action des communistes et

du Front National qu'à partir du destin de quelques uns de ses militants.

Cette vision un peu étriquée de la réalité permettra néanmoins à Paulo de s'engager sans équivoque dans la lutte anti-fasciste, puisqu'il profitera de son évasion réussie pour aller rejoindre les maquis des partisans de Tito.

Si Paulo a beaucoup espéré de sa lutte dans le camp, «pour rester propre, ne pas se compromettre», puis de son combat de maquisard, il a encore plus espéré du combat des autres, de tous les autres résistants ayant combattu pour la libération de la France.

De retour à Paris, il s'attend à retrouver un pays nouveau, une société aussi transformée que lui, moins hypocrite et moins égoïste. Seulement, l'administration et les flics qui l'accueillent à l'hôtel Lutétia, lui et les rescapés de Mauthausen, s'intéressent plus à l'ancien truand qu'au déporté et au maquisard.

Il en est choqué et déçu et songe plus à oublier qu'à continuer la lutte : «La déportation, la Résistance ; l'armée, je vous ai assez vues. Terminé pour moi. Rideau !».

Bien sûr, Paulo s'arrête en chemin mais il est vrai également qu'en France, la lutte victorieuse contre le nazisme n'a pas donné corps à toutes les espérances dont elle était porteuse.

Hélène NOHAN

**LE TUNNEL** d'André Lacaze  
Editions Julliard  
530 pages - 49 F



# Le Puy : QUELLE TACTIQUE DANS LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ?

Reportage de Gérard PRIVAT

● Après la journée de mobilisation du 27 septembre contre le «salon des fermetures d'entreprises», les militants des trois sections syndicales des tanneries (CGT-CFDT-FO) se réunissaient jeudi matin pour faire le point et envisager la poursuite de l'action. Des militants de la section CFDT d'Elastelle s'étaient joints à eux.

La lutte contre le chômage est devenue l'objectif numéro un pour les syndicalistes du Puy et pour tous les travailleurs du département. Pas seulement pour les tanneurs et ceux d'Elastelle. Le chômage touche gravement toute la classe ouvrière ; mais dans des régions comme celle du Puy, cela prend des allures de catastrophe. Dans presque tous les secteurs (privé ou public) ce n'est que «réductions d'effectifs», «compressions de personnel», «fermetures d'entreprises»... Face à cette situation, les travailleurs du Puy se battent depuis plusieurs années. Ils ont réussi à imposer des reculs partiels. Mais, comme ils le disent eux-mêmes, le problème est trop grave maintenant pour que l'on puisse y faire face en ripostant au coup par coup ; il faut une riposte d'ensemble.

C'est bien là que se situe le problème. Les militants des sections de base ne cachent pas leur colère contre les «structures syndicales», contre les «bureaucrates» qui passent leur temps à polémique pendant que les patrons soutenus par le gouvernement licencient à tour de bras, asphyxient des régions entières, en font des déserts. Aucune perspective de lutte n'est proposée contre les fermetures, contre le chômage, par les états-majors syndicaux.

Cette situation, des syndicalistes du Puy ont décidé de ne plus la subir. Ils entendent mettre les directions syndicales au pied du mur, et prendre eux-mêmes les choses en main.

C'est de ces questions que nous nous sommes entretenu avec les militants des tanneries, jeudi, après leur réunion. Serge Prades, secrétaire de la section CGT, Georges Grangeon, secrétaire de la section FO et Lucien Grousson, délégué du personnel CFDT ont bien voulu répondre ensemble à nos questions.



## Table ronde avec des militants des Tanneries

▷ — *Quel bilan tirez-vous de la journée de mobilisation d'hier ?*

G. Grangeon : on en a discuté au cours de la réunion. On est tous d'accord pour dire que, dans l'ensemble, c'était assez réussi. Pour ma part, je trouve très positif que de nombreux militants FO aient participé à cette journée malgré l'opposition de l'UD.

S. Prades : oui, dans l'ensemble, c'était pas mal. Pourtant les choses ont eu du mal à se mettre en place pour la préparation. Au niveau des UD, les accords ont traîné. Ici, aux Tanneries par exemple, on a fait une assemblée générale lundi et on ne savait pas encore quoi dire aux gars sur la façon dont ça se passerait. On a été obligé de leur dire qu'ils regardent le journal, qu'il y aurait un communiqué des UD.

▷ — *Vous aviez lancé un certain nombre d'invitations à des boîtes en lutte pour l'emploi, or il n'est venu que Lip. Comment expliquez-vous cela ?*

L. Grousson : oui, c'est nous qui avons pris cette initiative. Je crois que les conditions de préparation trop rapides et les difficultés au niveau des UD ont fait que c'est parti trop tard. C'est vrai aussi qu'on n'a pas mis le paquet. En inter-syndicale, on

avait aussi demandé la présence de confédéraux des trois syndicats. Il n'est venu personne. Il paraît qu'ils n'avaient pas le temps.

S. Prades : ce serait très bien d'élargir à toutes les boîtes en lutte, mais on pense quand même qu'il nous faut lancer les choses sur le Puy, sur le département de la Haute Loire, s'assurer des points d'appui à ce niveau pour entendre ensuite. Du moins pour ce qui nous concerne nous, militants du Puy.

▷ — *Et maintenant, quelles sont les initiatives que vous allez prendre ?*

L. Grousson : on a décidé de convoquer pour mercredi prochain une assemblée générale de tous les travailleurs du Puy concernés par la lutte contre le chômage et appeler aussi tous les chômeurs. L'objectif c'est de porter la lutte au niveau de toute la ville et même du département.

S. Prades : cette AG sera précédée la veille d'une réunion inter-syndicale de toutes les sections concernées pour discuter et élaborer des propositions concrètes que nous ferons aux travailleurs. A partir de là, on verra le répondant que ça aura et on décidera en fonction de ça. Le camarade a raison : il faut porter la lutte à un niveau supérieur. Cela passe par une campagne de sensibilisation importante. Il faut montrer que ce n'est pas que les

Tanneries ou Elastelle qui sont concernées et qu'il faut frapper ensemble.

G. Grangeon : il faudrait aussi dépasser le niveau des manifestations, trouver d'autres formes d'actions.

▷ — *Comment aujourd'hui lutter efficacement pour l'emploi ?*

L. Grousson : les choses ont beaucoup changé ces dernières années. Aujourd'hui, on peut dire que la France est au chômage. Avant, peut-être qu'on avait des chances d'obtenir quelque chose boîte par boîte, maintenant ce n'est plus possible. Il n'y a qu'à regarder les dernières luttes sur l'emploi ; on n'en n'a gagné aucune. Les gars le voient bien. La seule solution, c'est une lutte d'ensemble.

▷ — *De ce point de vue, on peut dire que c'est le vide le plus total en fait de propositions du côté des confédérations. Qu'en pensez-vous ?*

S. Prades : ils font leur analyse pour voir s'il y a des chances d'aboutir à quelque chose et ils se déterminent en fonction de ça. Par exemple aux Tanneries, ils pensent que ça peut aboutir, alors il ne nous mettent pas d'entraves, ils nous laissent faire. Mais c'est toujours du coup par coup ; ils ne veulent faire se battre

les gars que boîte par boîte et uniquement si ça rentre dans leurs objectifs et leur analyse. Ils ne veulent pas d'affrontements d'ensemble. Ils ne veulent pas que les travailleurs fassent leur expérience dans la lutte et en arrivent ainsi à remettre leur politique en cause.

L. Grousson : c'est exactement pareil chez nous. Pourtant, ce qu'il faudrait au niveau des UD et des confédérations, ce sont des mots d'ordre précis de lutte pour l'emploi, il faudrait unifier les luttes. Or, ils ne font rien ; au contraire, ils passent leur temps à se diviser et diviser les travailleurs.

▷ — *Comment expliquez-vous la contradiction qu'il y a entre ces divisions et votre unité à vous sections syndicales ?*

G. Grangeon : notre unité à nous ici, c'est nos quatre années de lutte, tous les problèmes que nous avons dû affronter ; c'est comme ça qu'elle se réalise l'unité.

L. Grousson : les travailleurs ressentent cruellement les divisions ; ils n'en veulent plus. Pour nous, c'est l'unité à la base, ce n'est que comme ça que ça peut se faire, sur le terrain. Je ne sais pas où ils veulent aller les gens des confédérations. Ils sont en train d'écouter les militants.

▷ — *Comment peut-on changer cela ?*

G. Grangeon : Nous, section FO des Tanneries, on fait la grève du timbre depuis six mois. Les militants de base se demandent ce qui se passe dans les états-majors. On ne paiera pas un seul timbre, tant qu'ils ne changeront pas leur fusil d'épaule.

S. Prades : on a pris l'initiative de faire signer une pétition pour exiger des confédérations qu'elles mettent fin aux divisions et fassent des propositions. C'est un moyen parmi d'autres ; il faut en trouver de nouveaux pour les obliger à agir. Mais, de toutes façons, ça ne peut venir que de la base. Si la base ne pousse pas, il n'y aura rien. Par exemple, nous ici on a râlé pour qu'il y ait quelque chose le 27 septembre, sinon il n'y aurait rien eu.

L. Grousson : il faut bousculer les gens des confédérations, les obliger à agir. Plus que ça, il faut revoir le syndicalisme ; actuellement, les syndicats de base n'ont pas le pouvoir. On nous fait tout un baratin sur la démocratie mais la réalité, c'est que les syndicats de base ne peuvent rien décider. Ça se passe ailleurs.

Il faut que ça cesse. Si Maire ne veut pas agir, il n'y a qu'à en mettre un autre à sa place.